

MENTION

Dénomination / Raison sociale de la Société :

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Siège social :

1, Place de Metz L-2954 Luxembourg

Numéro d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés :

B30775

Les **comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013**

ont été enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)

Comptes consolidés audités 2013

TABLE DES MATIERES

PAGES

DECLARATION SUR LA CONFORMITE DES ETATS FINANCIERS	4
RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE.....	6
RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE.....	21
COMPTES CONSOLIDES AUDITES	24
Bilan consolidé au 31 décembre 2013	25
Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2013	27
Etat consolidé du résultat global au 31 décembre 2013.....	28
Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2013	29
Tableau consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2013	30
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES.....	33
1 INFORMATION GENERALE	34
2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES CONSOLIDES	34
2.1 Respect des principes comptables.....	34
2.2 Principe de consolidation.....	36
2.3 Transactions en monnaies étrangères	39
2.4 Opérations bancaires.....	40
2.5 Tableau des flux de trésorerie.....	45
3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX	
RUBRIQUES DU BILAN	47
3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales	47
3.2 Les instruments financiers	47
3.3 Immobilisations corporelles.....	55
3.4 Immobilisations incorporelles	57
3.5 Les contrats de location	57
3.6 Avantages au personnel	58
3.7 Provisions	61
3.8 Impôts différés	61
4 NOTES AU BILAN.....	62
4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales	62
4.2 Instruments financiers.....	63
4.3 Parts mises en équivalence	65
4.4 Titres détenus jusqu'à échéance	66
4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de mise en pension	67
4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles.....	67
4.7 Instruments dérivés	67
4.8 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit	69

4.9	Prêts et avances au coût amorti – Clientèle	69
4.10	Immobilisations corporelles à usage propre	71
4.11	Immobilisations incorporelles	72
4.12	Immobilisations corporelles de placement.....	73
4.13	Autres actifs.....	74
4.14	Impôts : Actifs et passifs d'impôts	74
4.15	Emissions de titres.....	76
4.16	Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit	77
4.17	Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public.....	78
4.18	Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies.....	78
4.19	Provisions	80
4.20	Autres passifs.....	80
4.21	Transactions avec les parties liées	81
4.22	Honoraires du réviseur d'entreprises agréé.....	82
4.23	Éléments de hors-bilan	82
5	NOTES AU COMPTE DE RESULTAT	84
5.1	Résultat d'intérêts	84
5.2	Revenus de valeurs mobilières	84
5.3	Commissions	85
5.4	Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	85
5.5	Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction.....	85
5.6	Résultat net sur opérations de couverture	86
5.7	Autres résultats nets d'exploitation.....	86
5.8	Frais du personnel.....	86
5.9	Autres frais généraux administratifs	87
5.10	Corrections de valeur sur immobilisations corporelles.....	87
5.11	Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles.....	87
5.12	Corrections de valeur sur immeubles de placement.....	88
5.13	Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs.....	88
5.14	Dotations aux/Reprises de provisions.....	89
5.15	Charge d'impôt	89
6	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	90
6.1	Règles générales de gestion des risques financiers.....	90
6.2	Exposition au risque de crédit.....	95
6.3	Risque de marché.....	107
6.4	Risque de liquidité	117
6.5	Le capital économique	120
7	INFORMATION SECTORIELLE	123
7.1	Secteur d'activités.....	123
7.2	Information géographique	124
7.3	Information sur les produits et services	125
7.4	Information sur les clients importants	126

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

**DECLARATION SUR LA CONFORMITE
DES ETATS FINANCIERS**

31 décembre 2013

Luxembourg, le 26 mars 2014

Concerne : **Déclaration sur la conformité des états financiers et du rapport de gestion conformément aux dispositions de l'article 3 de la « Loi Transparence »**

Par la présente, nous vous informons qu'à notre connaissance les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établis conformément au corps de normes comptables applicable, donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des résultats, et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution, les résultats et la situation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg et du groupe de sociétés incluses dans les comptes consolidés pris dans son ensemble, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle-même et le groupe BCEE sont confrontés.

Pour le Comité de direction

Michel Birel
Directeur Général adjoint

Jean-Claude Finck
Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE
31 décembre 2013

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE DU GROUPE BCEE

La croissance économique mondiale aura connu une reprise modeste en 2013 et ce tout particulièrement à partir de la seconde moitié de l'année. Au cours de l'année 2013, un rééquilibrage s'est effectué en faveur des pays développés. Les Etats-Unis et le Japon ont fortement profité de la politique monétaire très accommodante de leur Banque centrale respective. En dépit d'une situation budgétaire confuse qui a conduit à la fermeture de l'administration pendant trois semaines et des discussions sur le plafond de la dette, l'économie américaine s'est montrée très résiliente. La zone euro est, quant à elle, finalement sortie de la récession et se redresse peu à peu. Après un ralentissement en 2012, de nombreux pays émergents ont rencontré plus de difficultés à sortir de la récession, plus particulièrement ceux enregistrant des déficits courants importants. En effet, ces derniers ont été fortement impactés par les hésitations autour du programme de rachat de titres par la Réserve fédérale américaine qui ont conduit à d'importantes sorties de capitaux.

De son côté, le Luxembourg s'oriente sur un sentier de croissance modeste avec un produit intérieur brut (PIB) qui a connu un rebond significatif au cours du second trimestre. Les données annualisées montrent que les exportations restent l'un des principaux moteurs de la croissance économique luxembourgeoise. Poussé par un retour de la confiance sur les marchés financiers et par une remontée des cours boursiers, le secteur financier a, quant à lui, enregistré une hausse sensible. Il convient cependant de souligner que certains risques baissiers aux projections de croissance actuelles subsistent, tels que les problèmes structurels dans certains pays de la zone euro, le ralentissement de la croissance dans les pays émergents ou encore l'introduction au Luxembourg de l'échange automatique d'informations en matière d'avoirs financiers à partir du 1er janvier 2015.

Le groupe BCEE se compose de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg d'une part, et des sociétés consolidées, soit par intégration globale, soit par mise en équivalence d'autre part.

Le groupe BCEE présente ses activités suivant quatre grands segments: Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public; Banque des Marchés; Banque des Fonds d'Investissement; et Autres.

Dynamique soutenue du segment "Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public"

Particuliers et Professionnels

Le développement de cette clientèle traditionnelle de la BCEE est particulièrement encourageant. Des investissements importants visant à améliorer continuellement la qualité de la relation avec la clientèle sont réalisés chaque année.

En 2013, la Banque a inauguré les nouveaux locaux de son agence Mondercange. Ce nouveau point de vente, issu de la fusion entre l'agence Foetz et l'ancienne agence Mondercange, correspond désormais parfaitement aux normes de qualité que la BCEE s'est fixées pour répondre à l'ensemble des besoins de la clientèle. Ce projet s'inscrit dans le programme de modernisation du réseau des agences, basé sur une stratégie commerciale de mise en place de centres financiers répartis équitablement à travers le pays et mettant à disposition de la clientèle des conseillers spécialisés dans les différents domaines bancaires.

De nombreuses agences ont fait l'objet d'importants travaux d'aménagement intérieurs et extérieurs pour les aligner aux nouveaux standards de qualité, de confort et de sécurité. Cette volonté de toujours répondre aux nouveaux standards de qualité se trouve confirmée par le décernement du "Prix du public" à la nouvelle Agence Belle Etoile lors de la 2ème édition des "Accenture Innovation Awards for Financial Services", dont le but est de promouvoir et de récompenser au Luxembourg et en Belgique des produits et concepts innovants ayant un lien avec le secteur financier. En plus, le concept de cette agence, dotée d'une infrastructure misant sur les nouvelles technologies d'information et de communication, a fait l'objet de nombreuses présentations auprès d'autres établissements de crédit européens et sera repris dans certains des futurs projets de la BCEE.

Finalement, et dans le but d'être toujours à la disposition de sa clientèle, la Banque a étendu les plages d'ouverture de son Agence Online. Les résultats commerciaux réalisés amènent à conclure que les efforts fournis afin d'augmenter la qualité du service ont largement porté leurs fruits. Les agents du réseau des agences, toujours au service de leur clientèle, ont réussi à conserver les parts de marché de la Banque. Les encours des prêts au logement ont ainsi progressé de 5,9% par rapport à l'année dernière.

La collecte de l'épargne a continué à progresser en raison des incertitudes sur les marchés financiers, incitant ainsi les clients à rechercher la sécurité. Les encours sur comptes à terme classiques ont en revanche diminué suite aux taux d'intérêts historiquement bas. Cette baisse a néanmoins pu être partiellement compensée par la commercialisation du dépôt à taux progressif, compte libellé en euros, d'une durée de 18 mois à 5 ans, avec ou sans option de sortie, qui propose un taux d'intérêt qui progresse tous les 6 mois.

La Banque a lancé la nouvelle SICAV obligataire LUXBOND EURO FIX TERM 2018 et a poursuivi son programme d'émission "euro medium term notes" (EMTN) avec capital garanti pour répondre aux exigences des investisseurs ayant un profil de risque conservateur.

Une attention particulière a été consacrée à la formation des conseillers Private Banking et des conseillers en placement affectés au réseau des agences. Par le biais d'un encadrement personnalisé, de conférences-clients et de publications financières régulières, la BCEE a mis à disposition de ses

clients les moyens leur permettant de suivre de près les stratégies de la Banque en matière de placements et la possibilité d'en tenir compte lors de leurs décisions d'investissement.

La BCEE s'est dotée en 2013 des infrastructures nécessaires pour faire face aux nouvelles réglementations fiscales et de reporting, notamment dans le contexte de l'échange automatique d'informations des avoirs financiers pour ses clients étrangers résidant dans un pays de l'Union Européenne.

Dans le domaine des services bancaires électroniques, S-net a connu à nouveau une utilisation croissante au cours de l'année 2013, et ce surtout via " smartphones " et tablettes. Le produit "internet banking" de la BCEE a continué à bénéficier des dernières avancées technologiques sur le plan des fonctionnalités et des plates-formes proposées.

La BCEE a également réussi à se positionner dans le domaine des paiements mobiles bancaires par le lancement de S-Digicash, une application qui permet de payer directement à partir d'un compte courant BCEE via " smartphone ". Pour cela, il suffit de scanner le QR Code Digicash figurant au point de vente ou imprimé sur une facture et de valider le paiement par la saisie d'un code PIN personnel.

Enfin, on a pu noter que les sites internet de la BCEE ont été fréquentés par quelque 500.000 visiteurs par mois.

Entreprises et Secteur Public

Le contexte économique n'ayant pas encouragé l'investissement au sein des entreprises, la prudence est restée de mise quand il s'agissait d'engager des dépenses importantes et beaucoup d'entreprises se sont limitées aux investissements indispensables au maintien des affaires. L'activité de crédit s'est vue impactée par un niveau d'investissement en retrait mais aussi par le fait que bon nombre d'entreprises financent leurs projets d'investissement par fonds propres et non pas par le recours à l'emprunt bancaire.

Dans l'environnement conjoncturel actuel, une attention particulière est revenue au suivi des crédits en cours. Une bonne connaissance du client à travers des échanges réguliers ainsi que le suivi attentif des différents secteurs de l'économie ont permis d'anticiper des problèmes éventuels et d'engager, en étroite collaboration avec le client, des mesures correctives. Plus que jamais, la relation à long terme, portée par la confiance et la compréhension mutuelle, revêt une importance capitale.

Concernant les crédits immobiliers résidentiels, et plus particulièrement les crédits aux promoteurs, il convient de relever que le régulateur a émis un certain nombre de recommandations qui préconisent une approche plus restrictive en termes de garanties et de durées de financement, conditionnant ainsi l'octroi de financement.

La BCEE a continué à se positionner en tant que partenaire bancaire de référence du monde professionnel et du secteur public au Luxembourg et a contribué ainsi au développement économique durable par la mise à disposition des ressources financières nécessaires.

La Banque dispose d'équipes de conseillers spécialisés petites et moyennes entreprises (PME) au sein de chaque centre financier et a proposé des conférences sur divers sujets d'actualité à l'attention de la clientèle professionnelle dans le cadre de ses actions de Responsabilité sociale des entreprises (RSE).

L'année 2013 fut marquée par une diminution des marges commerciales sur les produits de placement de la clientèle professionnelle. Toutefois, la qualité du service et la proactivité des équipes de la BCEE ont permis de maintenir les encours à un niveau élevé. Le coût du risque a également augmenté en raison du contexte économique qui reste difficile, ce qui a grevé les résultats de l'activité.

Evolution des revenus de la "Banque des Marchés" et des "Fonds d'Investissement"

Banque des Marchés

Le volume des activités de trésorerie a été soutenu en 2013. Nonobstant la bonne tenue des dépôts de la clientèle et la hausse du volume des emprunts dans le marché interbancaire, la Banque a diminué ses programmes de refinancement internationaux en raison de la réduction du besoin de financement et des opportunités du marché.

Du côté des réemplois, une part importante des fonds a été dirigée vers les effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dont notamment un portefeuille obligataire à faible risque et à bonne liquidité qui a atteint 9,3 milliards d'euros. Les prêts et avances aux établissements de crédit sont en hausse de 1,9% pour atteindre 7,2 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

Dans le but d'améliorer le rendement des opérations de trésorerie et d'en réduire, en même temps, le risque de crédit, la BCEE a fait largement appel aux instruments financiers dérivés. Fin 2013, l'encours des swaps de change et change à terme s'est élevé à plus de 6,9 milliards d'euros. A la même date, l'encours des "interest rate swaps" (IRS) et "cross currency interest rate swaps" (CIRS) s'élevait à 2,3 milliards d'euros. A noter également que sous la rubrique "Prise en pension", un montant de 3,1 milliards d'euros est garanti par des titres de la dette publique de la zone euro dans le cadre d'opérations de cession/rétrocession ("repurchase agreements").

Après une tendance baissière en début d'année, les taux longs ont augmenté à partir du mois de mai, conséquence des premières annonces de la "Federal Reserve Bank" (Fed) sur le ralentissement du programme de rachat de la dette publique. La hausse a été marquée aux Etats-Unis avec des taux 10 ans qui terminent l'année plus de 100 points de base au-dessus du niveau de fin 2012. L'impact sur les taux européens s'est révélé modéré, en raison du décalage cyclique mais également de la "Forward guidance" mise en place par la BCE. Les taux 10 ans allemands et français n'ont finalement augmenté que de 40/45 points de base sur l'année. La détente des taux des pays périphériques de la zone euro s'est poursuivie avec une baisse de 115 points de base en Espagne (à 4,13%) et 40 points de base en Italie (à 4,08%).

En baissant ses taux directeurs de 25 points de base en novembre 2013 et en s'engageant à fournir des montants illimités de liquidités jusqu'à la mi-2015, la BCE s'est montrée particulièrement proactive. Cette annonce est venue crédibiliser un peu plus sa "Forward Guidance", supprimant ainsi les anticipations de hausse de taux résiduelles qui subsistaient encore dans le marché. L'année 2013 a été une année placée sous le signe de la recherche de rendement, avec la surperformance des segments les moins bien notés, "High Yield" en tête, notamment dans la zone euro, et par la surperformance des pays de la périphérie sur ceux du cœur.

Conformément à la politique d'investissement prudente appliquée par la BCEE et dans la continuité de son approche de marché depuis le début de la crise, elle a une fois de plus maintenu ses critères d'investissement sélectifs et n'a pas suivi les mouvements de marché vers des couples "risques-rendement" économiquement moins défendables. La Banque a investi sélectivement dans des actifs de qualité afin d'assurer une certaine stabilisation de son portefeuille d'investissement, tout en assurant une rentabilité satisfaisante de son portefeuille d'actifs.

En 2013, le résultat sur instruments financiers a été en très forte progression en raison de l'impact positif sur les IRS lié à la variation des taux de marchés long terme et de l'absence d'éléments exceptionnels comme cela avait été le cas en 2012. La Banque est également parvenue à limiter la baisse de la marge d'intérêt grâce aux positions historiques de son portefeuille d'investissement obligataire et à la politique prudente de transformation d'échéances pratiquée par le Comité "Asset Liability Management" (ALM). Toutefois, il s'est avéré de plus en plus difficile de trouver des conditions de remplacement avec des marges intéressantes et présentant un niveau de risque conforme à la politique d'investissement de la BCEE pour les investissements arrivés à échéance.

Administration et Gestion des Fonds d'Investissement

La gamme des sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) maison a compté en date du 31 décembre 2013 13 SICAV, composées de 34 compartiments, représentant des actifs totaux de 2,8 milliards d'euros, en baisse de 1,0% par rapport au 31 décembre 2012.

S-PENSION, le produit de prévoyance-vieillesse de la BCEE, dont les sous-jacents sont les compartiments de la SICAV LUX-PENSION, a continué à rencontrer la faveur d'une clientèle désireuse de disposer de revenus complémentaires pour la retraite tout en bénéficiant dès à présent des avantages fiscaux accordés par le législateur.

Bénéficiant de la solidité financière confirmée de la BCEE et de l'excellente qualité des services à l'égard des Professionnels du Secteur Financier (PSF), l'activité de banque dépositaire a été marquée par une croissance très dynamique.

Avec un total de quelque 15,5 milliards d'euros d'actifs sous administration, la BCEE a figuré à nouveau parmi les prestataires de services de référence pour les véhicules d'investissement luxembourgeois. L'encours des fonds de promoteurs tiers, pour lesquels la BCEE assure la gestion administrative et la fonction de banque dépositaire, s'est élevé à quelque 12,8 milliards d'euros fin 2013, en augmentation de 11,5% par rapport à 2012.

Les revenus consolidés du métier sont en léger repli par rapport à l'année dernière.

Autres activités

Les autres activités regroupent les activités de "back office" et de support qui jouent un rôle essentiel dans le soutien des objectifs stratégiques et de développement de la Banque. Les activités de "back office" permettent de traiter les volumes croissants d'opérations de paiements, de crédit et sur titres des services commerciaux et assurent le contrôle et la sécurité du traitement de ces opérations

conformément aux législations en vigueur. La BCEE poursuit ses efforts d'amélioration de la productivité afin de s'adapter à l'évolution des marchés.

Les activités de support couvrent des domaines très variés tels que les finances de la Banque, le domaine juridique et réglementaire, l'organisation, le marketing, la logistique et l'informatique. L'année 2013 a été marquée par une activité très soutenue sur les différents projets réglementaires en cours (CRD IV/CRR, FATCA, EMIR, EBA STEP 2, AIFMD) et les exercices de transparence et de recapitalisation conduits sous l'égide de l'Autorité bancaire européenne (ABE) pour s'assurer de la solidité financière suffisante des établissements de crédit.

Les participations

Répondant à l'une de ses missions légales qui consiste, outre la promotion de l'épargne, à contribuer par ses activités de financement au développement économique et social du pays dans tous les domaines, la BCEE continue à détenir, directement ou indirectement, des participations, notamment dans des secteurs clés de l'économie luxembourgeoise. Elle continue par ailleurs à appuyer la création et le développement d'entreprises ayant un intérêt national.

Depuis 1989, la BCEE est actionnaire à hauteur de 40,0% de La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances et de La Luxembourgeoise Vie S.A. d'Assurances. Les deux sociétés ont été constituées le 25 juillet 1989 par la Luxembourgeoise S.A., créée le 29 février 1920 comme première société d'assurances par des familles luxembourgeoises, d'une part, et la BCEE, d'autre part. La Luxembourgeoise et la BCEE, par voie indirecte, sont actionnaires de la société PECOMA International S.A. qui est active dans la gestion de régimes de pension complémentaire.

Les médias et les télécommunications représentent des secteurs importants pour l'économie luxembourgeoise. La Banque est actionnaire fondateur de la société SES Global S.A. qui est le leader mondial dans le domaine de la communication globale par satellite. La Banque y détient une participation de 10,88%.

Depuis plusieurs décennies, la BCEE détient dans le secteur des transports aériens des participations au capital de Luxair, Société Luxembourgeoise de Navigation Aérienne S.A., qui est active dans les domaines de la navigation aérienne, tour opérateur, manutention du cargo, "catering" et boutiques d'aéroport Cargolux Airlines International S.A., qui est l'une des plus grandes compagnies aériennes tout-cargo du monde.

La Banque détient 22,7% du capital de la Société de la Bourse de Luxembourg S.A., dont elle est par ailleurs membre fondateur et le plus important actionnaire.

Par le biais de sa participation dans Paul Wurth S.A., la Banque continue à appuyer les activités de conception et d'ingénierie industrielle.

Via la participation de 11,0% dans le capital de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché S.A. (S.N.H.B.M.), spécialisée dans la conception et la construction de maisons unifamiliales et d'immeubles à appartements à prix abordable et par bail emphytéotique, la BCEE remplit pleinement sa mission sociale de facilitateur de l'accession à la propriété immobilière d'un logement pour besoin personnel.

Outre ces participations principales, la BCEE possède des intérêts dans d'autres sociétés actives dans le développement de la vie économique.

Ressources humaines

Les effectifs de la Banque restent stables grâce à l'engagement de 64 nouvelles recrues au courant de l'année 2013.

La BCEE continue à investir dans les jeunes et intensifie sa présence aux événements phares, tels que la REEL, la Rencontre Entreprises-Etudiants de l'ANESEC ou la Foire de l'étudiant. De même, la Banque poursuit l'organisation de sa "Journée découverte des métiers commerciaux" et ouvre ses portes aux lycéens pour leur faire découvrir les différents métiers de la banque.

En 2013, le site internet www.mylittlebigstep.lu a rencontré un franc succès auprès des jeunes et s'impose progressivement comme le point de chute naturel des candidatures. Grâce à un parcours d'insertion adapté aux nouvelles recrues, la BCEE offre un programme de formation complet adapté aux différents métiers.

Outre l'insertion des jeunes, le Service Gestion du Personnel mise sur l'évolution continue de chaque agent et propose un grand nombre de formations. En 2013, la BCEE a organisé près de 7.125 jours de formation et a enregistré pas moins de 9.360 inscriptions à des cours, séminaires ou conférences. De ce fait, la Banque a su tenir compte des besoins professionnels des agents tout en respectant leurs compétences personnelles.

D'année en année, la mobilité interne reste un facteur important de la gestion des ressources humaines et propose aux employés de donner un nouveau tournant à leur carrière professionnelle. Là aussi, le Service Gestion du Personnel joue un rôle indispensable pour la mise à niveau des compétences nécessaires aux nouveaux métiers.

Gouvernance d'entreprise et Responsabilité sociale des entreprises

La gouvernance d'entreprise est une priorité, assurant l'équilibre des pouvoirs et la transparence de la gestion.

Les règles de gestion, de direction et de contrôle de la maison-mère du groupe reposent sur des lois et règlements qui octroient des règles de gouvernance d'entreprise très complètes et de haute qualité qui constituent des obligations légales dans le chef de la BCEE, de ses agents et des organes dirigeants.

La RSE tient une place spécifique à la BCEE, découlant de son statut d'établissement public. Elle constitue un facteur générateur de valeur ajoutée et une partie intégrante de la culture d'entreprise. Depuis plus de 150 ans, la BCEE a développé son rôle d'entreprise socialement et économiquement responsable. L'objectif de la responsabilité sociale est inscrit à l'article 5 de la loi organique du 24 mars 1989 sur la BCEE: "En tant que Banque d'Etat, la BCEE a pour vocation de contribuer en particulier par ses activités de financement, au développement économique et social du pays dans tous les domaines et de promouvoir l'épargne sous toutes ses formes."

Dans de nombreuses activités, la BCEE entend être la référence sur la place financière de Luxembourg en matière de RSE, en mettant notamment l'accent sur le réseau d'agences de proximité, la promotion de l'épargne scolaire, les prêts au logement, les éco-prêts, l'épargne alternative, l'attribution de crédits d'après des critères sociaux et écologiques, la participation dans de grandes entreprises

luxembourgeoises, le service bancaire aux PME, le financement d'équipements et de collectivités publiques et paraétatiques.

Par la signature de la charte sur la responsabilité sociale en 2006 qui peut être consultée sur le site internet www.bcee.lu, la BCEE s'est engagée à suivre et à promouvoir une démarche volontariste en allant au-delà des normes prescrites.

En ce qui concerne la dimension environnementale de la RSE, la BCEE soutient la politique et les initiatives en matière de développement durable de l'Etat luxembourgeois via le plan national de développement durable et offre, depuis 2008, sa propre gamme de produits écologiques, les EcoPrêts.

Pour marquer sa présence, la BCEE participe ou sponsorise différentes organisations et événements, visant à sensibiliser aux enjeux du développement durable.

Activités culturelles, sponsoring et mécénat

La BCEE soutient des actions en faveur de la culture, des sports, de l'environnement et du domaine social. Ensemble avec ses partenaires, la Banque s'engage de manière soutenue dans des actions et événements pour autant qu'ils soient en accord avec l'éthique ainsi qu'avec les valeurs de proximité et de professionnalisme.

La galerie d'art contemporain "Am Tunnel & Espace Edward Steichen" de la BCEE témoigne de l'engagement culturel de la doyenne des institutions financières du pays. En 2013, trois expositions majeures ont été proposées au public:

- "Konscht als Hobby", une exposition d'œuvres d'une cinquantaine d'agents actifs ou retraités de la BCEE;
- "World Press Photo 13", le résultat d'un concours annuel mondial sur la photographie de presse;
- "Bernd Schuler, Portraits and Landscapes 1973-2013", une rétrospective du photographe allemand.

Durant l'année écoulée, la BCEE a prêté son concours à différents rendez-vous clés de musique et de sport, et a également soutenu un grand nombre d'initiatives culturelles et sportives locales à travers le pays.

La BCEE a poursuivi son engagement en faveur des jeunes par le biais du Knax-Club (6-11 ans), par les programmes axcess (12-26 ans) et axcess UNIF (18-28 ans) ainsi que par le concours annuel "Planspiel Börse". La Banque dispose par ailleurs d'excellentes relations avec la communauté estudiantine du pays, notamment à travers son partenariat avec l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL) et les sponsorings de divers cercles d'étudiants luxembourgeois à l'étranger.

Politique de gestion des risques

Dans le contexte économique actuel, la gestion des risques de crédit reste au centre des préoccupations de la Banque. La BCEE a continué en 2013 ses travaux de mise en conformité avec le nouvel accord de Bâle III qui sera transposé en droit européen par la réglementation CRD IV/CRR et qui prévoit un renforcement substantiel des fonds propres des établissements de crédit, le respect de nouveaux ratios de liquidité et le calcul d'un ratio de levier.

La gestion des risques est décrite en détail dans la note 6 des comptes consolidés au 31 décembre 2013. Le présent chapitre est subdivisé en cinq grandes catégories de risque: risque de crédit, risque de marché, risque de liquidité, risque opérationnel et autres risques.

Risque de crédit

Dans le domaine des crédits à l'économie nationale, les décisions sont prises au sein de différents comités de crédit, hiérarchisés en fonction de l'encours global du client.

La gestion et le suivi du portefeuille des clients internationaux, composé essentiellement d'établissements bancaires et financiers, se fait par l'attribution d'une notation interne à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives.

Pour le portefeuille des instruments dérivés, largement réglementés par le recours aux contrats-types "International Swaps and Derivatives Association Inc." (ISDA), la Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant avec les principales contreparties l'annexe "Credit Support Annexe" (CSA).

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de négociation.

Le risque de transformation est pris en charge par le Comité ALM, qui, d'une part, assure l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés et, d'autre part, assure le refinancement des portefeuilles des crédits ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le Comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de département.

Risque de liquidité et nouveaux ratios LCR et NSFR

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement de crédit est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement.

En préparation du règlement UE No 575/2013 (CRD IV/CRR), qui constitue la transposition au niveau européen des règles de Bâle III, la BCEE a continué ses préparations en vue de la mise en place des deux nouveaux ratios de liquidité. Le LCR (Liquidity Coverage Ratio), visant à assurer une liquidité suffisante à court terme (30 jours), sera applicable à partir de 2015 et le NSFR (Net Stable Funding Ratio), visant à assurer une liquidité suffisante à moyen terme (1 an), entrera en vigueur en 2018. La BCEE intègre d'ores et déjà les contraintes des deux nouveaux ratios dans sa gestion.

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes. La maîtrise du risque opérationnel est assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II. Ainsi, la Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque.

La Banque vise à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

Gestion et suivi des risques inhérents à l'établissement de l'information financière

La Banque s'est dotée des procédures et des systèmes de contrôle nécessaires à l'établissement et au suivi de l'information financière. Afin d'assurer la qualité et l'exhaustivité de l'information financière, la Banque procède quotidiennement au suivi des mouvements sur comptes internes, surveille les principales composantes du compte de résultat incluant la marge d'intérêt, les commissions et les frais généraux et vérifie l'exhaustivité des informations reçues des différentes applications informatiques qui se trouvent en amont du système d'information comptable. Mensuellement, la Banque procède à des réconciliations de soldes sur comptes d'attente, sur comptes de proratisation des intérêts et autres comptes internes.

Parmi les systèmes de contrôle figure le bilan journalier qui est établi afin de permettre à diverses entités de la Banque, notamment à la salle des marchés, de procéder à un suivi de l'impact des opérations initiées.

En ce qui concerne les exercices d'évaluation des positions détenues en portefeuille ou de détermination des corrections de valeur sur actifs présentant des indications de dépréciation, une collaboration étroite entre les équipes comptables et les services de gestion des risques a été définie.

Au-delà des contrôles purement comptables, la Banque assure un suivi régulier de la rentabilité commerciale par client, par produit et par métier et procède à une analyse mensuelle du budget des dépenses. Le Comité de direction prend connaissance des performances des différents métiers de la Banque via un "Management Information System". De même, il analyse et valide sur base mensuelle la situation financière ainsi que le suivi du budget des dépenses.

Risque souverain

L'endettement des Etats restant un sujet d'actualité et de suivi accru par les marchés financiers, la Banque publie ses encours sur certains Etats souverains, membres de la zone euro, dans la note 6 des comptes consolidés au 31 décembre 2013.

Progression du résultat dans un contexte marqué par de nombreux défis

Les comptes consolidés du groupe BCEE ont été préparés en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et comprennent les comptes de la Banque, des filiales et des entités ad hoc sur lesquelles la Banque exerce, directement ou indirectement, un contrôle effectif sur la gestion et la politique financière et opérationnelle.

Les filiales entrent dans le périmètre de consolidation dès la date d'acquisition qui représente la date à partir de laquelle la Banque, en tant que maison-mère, a le pouvoir de diriger les politiques financières. Elles en sortent le jour où ce contrôle cesse.

Les résultats financiers du groupe BCEE au 31 décembre 2013 sont en hausse de 4,8% par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2012.

Le produit bancaire progresse de 8,5% à 609,6 millions d'euros au 31 décembre 2013.

La marge nette d'intérêt est en diminution de 11,2% en raison de la baisse généralisée des taux d'intérêt à court terme. Cette baisse impacte directement les opportunités de placement et de transformation d'échéances.

Le résultat sur commissions est en hausse de 6,5%, hausse principalement liée au bon développement des activités bancaires dans le domaine des paiements et des opérations sur titres.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont augmenté de 32,2%, en raison de la perception de dividendes en provenance des investissements dans les participations stratégiques.

Le résultat sur instruments financiers passe de -20,1 millions d'euros fin 2012 à 56,7 millions d'euros au 31 décembre 2013. Par nature plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de valeurs mobilières et d'instruments dérivés, le résultat de réalisations d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat sur opérations de couverture de juste valeur ainsi que le résultat sur opérations de change. La hausse de la juste valeur des IRS liés à des portefeuilles titres ou de crédit mais non éligibles comme instruments de couverture et l'absence d'éléments exceptionnels pénalisants, tels que la reclassification d'IRS suite à la vente des titres du souverain italien en 2012, ont permis d'afficher un résultat en très forte progression.

Les résultats d'évaluation des valeurs mobilières à revenu fixe, qui font partie des actifs financiers disponibles à la vente, sont renseignés au poste "réserve de réévaluation" des capitaux propres. Il en est de même des résultats d'évaluation relatifs aux valeurs mobilières à revenu variable du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente. La hausse des valorisations des titres au cours de l'année a influencé très positivement l'évolution de la réserve de réévaluation qui s'élève à 752,9 millions d'euros fin 2013, en progression de 143,0 millions d'euros ou de 23,5% par rapport au 31 décembre 2012.

Les autres produits et charges d'exploitation sont en hausse et passent de 5,8 millions d'euros fin 2012 à 8,4 millions d'euros fin 2013.

Grâce à une politique rigoureuse de suivi des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux, y inclus les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles, à 1,9%. D'importants projets de réingénierie et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis d'atténuer l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

Suite au contexte économique général qui reste difficile, la Banque a réalisé des corrections de valeur nettes pour risques de crédit individuels et collectifs de 38,1 millions d'euros en 2013.

Compte tenu des éléments qui précèdent, le Groupe affiche pour l'exercice 2013 un bénéfice net de 238,3 millions d'euros par rapport à un bénéfice net de 227,5 millions d'euros un an plus tôt, soit une hausse de 10,8 millions d'euros ou de 4,8%.

Les fonds propres de base se situent à 3.718,8 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Analyse des principaux postes du bilan

La somme bilantaire du groupe BCEE s'élève à 40.714,1 millions d'euros au 31 décembre 2013, en hausse de 220,7 millions par rapport à fin 2012. Cette augmentation provient principalement de la hausse des dépôts des établissements de crédit et du secteur public.

A l'actif du bilan, le poste "Caisse et avoirs auprès des banques centrales" diminue de 706,7 millions d'euros à 585,0 millions d'euros au 31 décembre 2013 en raison essentiellement de la baisse des avoirs déposés auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL).

L'encours des valeurs mobilières à revenu fixe s'élève à 9.286,1 millions d'euros, en hausse de 842,8 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2012, ceci en raison de la baisse des taux d'intérêt sur les marchés qui a entraîné une hausse de la juste valeur des valeurs mobilières à revenu fixe qui figurent à la rubrique des titres disponibles à la vente à l'actif du bilan.

L'encours des titres à revenu fixe détenus jusqu'à échéance diminue de 530,3 millions d'euros à 4.785,6 millions d'euros. Cette rubrique évolue en fonction de la stratégie d'investissement de la Banque définie par le comité ALM.

L'encours des prêts à la clientèle progresse de 287,4 millions d'euros à 17.003,9 millions d'euros. La hausse est portée par le développement des activités des prêts au logement et des prêts d'investissement. Ceci illustre la volonté constante de la BCEE de soutenir les projets des entreprises et des particuliers.

Au passif du bilan, les émissions de titres diminuent de 2.208,1 millions d'euros à 5.177,8 millions d'euros. Cette baisse s'explique par la réduction du besoin de financement de la Banque et des opportunités du marché.

Les dépôts de la clientèle privée affichent une légère hausse de 143,0 millions d'euros à 21.262,1 millions d'euros dans un contexte fiscal difficile marqué par l'annonce en avril 2013 de l'introduction de l'échange automatique d'informations à partir de 2015.

Les dépôts du secteur public augmentent de 457,4 millions d'euros à 3.811,9 millions d'euros. Cette rubrique est plus volatile et évolue en fonction des besoins de trésorerie du secteur public.

Evolution des fonds propres

Les fonds propres de base du groupe BCEE s'élèvent à 3.718,8 millions d'euros au 31 décembre 2013, contre 3.397,9 millions d'euros fin 2012.

La hausse de 320,9 millions d'euros s'explique principalement par le report du bénéfice de l'année 2012 de la société-mère (198,3 millions d'euros après distribution du dividende à l'Etat luxembourgeois d'un montant de 40 millions d'euros), du résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente, du résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie ainsi que de l'écart actuariel sur le fonds de pension.

Perspectives pour l'année 2014

A en croire les déclarations de la Banque centrale européenne, les taux d'intérêt du marché monétaire vont rester à un niveau très bas pendant une période prolongée, et il n'est pas à exclure que le taux de dépôt à la BCEE devienne négatif. La sortie très prudente des Etats-Unis du « quantitative easing » n'aura qu'un impact limité sur les taux à moyen/long terme en Europe.

En conséquence la Banque s'attend à une pression continue sur sa marge d'intérêt qui n'atteindra probablement pas le niveau de 2013. En revanche, et sauf retour d'une crise économique aiguë en Europe, le coût du risque de crédit ne devrait pas connaître d'évolution négative significative.

Dans le contexte particulier décrit ci-dessus, la Banque va suivre de près le développement des indicateurs économiques et la situation sur les marchés financiers et continuera à prendre les mesures qui s'imposent pour réagir face à des évolutions négatives sans mettre en péril son développement et en assumant pleinement son rôle d'acteur responsable au service de ses clients et de l'économie du pays,

conformément aux missions lui confiées par la loi du 24 mars 1989 sur la BCEE et en continuité avec les développements du passé.

Dans le cadre du mécanisme de supervision unique qui prendra effet à partir de l'automne 2014, la BCEE fera partie des établissements de crédit qui seront soumis à une surveillance financière et prudentielle directe de la part de la BCE. Le mécanisme de supervision unique a pour principaux objectifs la sauvegarde et la solidité du système bancaire européen ainsi que le renforcement de l'intégration et de la stabilité financière en Europe.

Cet exposé ne serait pas complet sans mentionner l'impact non-négligeable sur la Banque, et le secteur entier, des changements réglementaires induits par CRD IV/CRR, FATCA, l'échange d'information, etc.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement important, mettant en cause la marche normale des affaires du groupe BCEE, ne s'est produit après la clôture de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 26 mars 2014

Pour le Comité de direction

Michel Birel	Jean-Claude Finck
Directeur Général adjoint	Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE
31 décembre 2013



Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Rapport sur les comptes annuels consolidés

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels consolidés ci-joints de Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg et de ses filiales (« le Groupe »), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2013, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, le tableau consolidé de variation des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité de Direction et du Conseil d'Administration pour les comptes annuels consolidés

L'établissement et la présentation sincère de ces comptes annuels consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne, relèvent de la responsabilité du Comité de Direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Le Comité de Direction est également responsable de la mise en place d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de Direction et approuvées par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels consolidés.



Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion consolidé, qui relève de la responsabilité du Comité de Direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels consolidés.

PricewaterhouseCoopers Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, 26 mars 2014

Pierre Krier

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

COMPTES CONSOLIDES AUDITES
31 décembre 2013

Bilan consolidé au 31 décembre 2013

ACTIF du Bilan			
	Notes	31/12/2012	31/12/2013
en euros			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	1.291.679.360	585.014.333
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.8.	7.094.564.634	7.227.843.403
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.9.	16.716.489.554	17.003.930.051
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	85.646.698	79.976.733
Instruments dérivés de couverture	4.7.	67.139.194	132.425.965
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	8.443.341.261	9.286.093.904
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	4.2.	910.278.050	1.002.400.913
Titres détenus jusqu'à échéance	4.4.	5.315.888.143	4.785.557.990
Parts mises en équivalence	4.3.	280.246.062	277.133.236
Immobilisations corporelles à usage propre	4.10.	177.471.636	175.009.307
Immobilisations corporelles de placement	4.12.	17.356.074	16.699.095
Immobilisations incorporelles	4.11.	12.244.231	12.259.092
Autres actifs	4.13.	81.032.735	129.760.273
TOTAL de l'ACTIF		40.493.377.632	40.714.104.295

PASSIF du Bilan			
	Notes	31/12/2012	31/12/2013
en euros			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.16.	3.786.193.933	5.381.166.797
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée et secteur public	4.17.	24.473.545.033	25.073.954.961
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	324.581.083	230.835.090
Instruments dérivés de couverture	4.7.	822.908.804	798.822.107
Emissions de titres	4.15.	7.385.930.607	5.177.826.072
Variation de juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers couvert contre le risque de taux		-	4.621.034
Provisions	4.19.	4.200.369	5.945.558
Autres passifs	4.20.	60.508.671	69.524.913
Impôts courants	4.14.	84.227.576	53.322.986
Impôts différés	4.14.	63.431.254	106.870.508
Fonds de pension	4.18.	88.214.816	91.548.527
Sous-total PASSIF à reporter (avant capitaux propres)		37.093.742.146	36.994.438.553

Bilan consolidé au 31 décembre 2013 (suite)

CAPITAUX PROPRES du Bilan		
	31/12/2012	31/12/2013
en euros		
Report sous-total PASSIF avant capitaux propres	37.093.742.146	36.994.438.553
Capital souscrit	173.525.467	173.525.467
Réserve de réévaluation	609.867.885	752.895.901
° <i>Actifs disponibles à la vente</i>	603.667.755	748.680.299
Réserves consolidées	2.386.960.748	2.554.079.320
° <i>Différence de mise en équivalence</i>	215.006.563	202.089.328
Résultat de l'exercice	227.499.362	238.346.448
Sous-total fonds propres attribuables aux propriétaires de la société mère	3.397.853.462	3.718.847.135
Intérêts minoritaires	1.782.024	818.607
Total capitaux propres	3.399.635.486	3.719.665.742
TOTAL du PASSIF y inclus les CAPITAUX PROPRES	40.493.377.632	40.714.104.295

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2013

en euros	Notes	31/12/2012	31/12/2013
Résultat d'intérêts	5.1.	439.338.533	390.251.701
Revenu de valeurs mobilières	5.2.	32.597.456	43.079.434
Commissions	5.3.	104.379.435	111.193.764
RESULTAT SUR INTERETS, DIVIDENDES ET COMMISSIONS		576.315.424	544.524.899
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	7.734.488	1.187.586
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.5.	-31.108.752	49.941.333
Résultat sur opérations de couverture	5.6.	-5.237.733	-1.860.601
Différences de change		8.463.744	7.408.495
Autres produits d'exploitation	5.7.	6.420.002	11.855.311
Autres charges d'exploitation	5.7.	-598.161	-3.423.535
PRODUIT BANCAIRE		561.989.012	609.633.488
Frais du personnel	5.8.	-181.000.767	-186.077.425
Autres frais généraux administratifs	5.9.	-70.698.548	-72.716.255
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	5.10. 5.11 5.12	-27.296.554	-25.368.103
RESULTAT APRES FRAIS GENERAUX		282.993.143	325.471.705
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs	5.13.	-23.678.683	-38.065.643
Provisions	5.14.	609.195	-1.060.679
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		11.606.390	21.442.893
RESULTAT AVANT IMPOTS ET ACTIFS NON COURANTS		271.530.045	307.788.276
Résultat sur actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente et ne remplissant pas les conditions d'une activité abandonnée		1.069.205	-
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.15.	-27.786.720	-61.502.501
Impôts différés	5.15.	-15.911.611	-7.322.019
RESULTAT DE L'EXERCICE		228.900.919	238.963.756
DONT:			
RESULTAT DE L'EXERCICE ATTRIBUABLE AUX INTERETS MINORITAIRES		1.401.557	617.308
RESULTAT DE L'EXERCICE ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA MAISON MERE		227.499.362	238.346.448

Etat consolidé du résultat global au 31 décembre 2013
en euros

	31/12/2012	31/12/2013
RESULTAT DE L'EXERCICE	228.900.919	238.963.755
Eléments non reclassés ultérieurement en résultat net	-50.690.083	-5.928.452
Ecart actuariels sur régime de pension à prestation définie	-72.005.524	-8.375.886
Impact impôts différés	21.315.441	2.447.434
Eléments à reclasser ultérieurement en résultat net	550.607.240	143.028.019
Actifs disponibles à la vente	651.113.979	184.396.482
◦ <i>Variation des résultats d'évaluation</i>	658.670.629	185.348.272
◦ <i>Résultats de vente réalisés via le compte de résultat</i>	-7.556.650	-951.790
Couverture de flux de trésorerie	2.606.046	-2.803.795
Impact impôts différés	-103.112.785	-38.564.668
Total éléments du résultat global pour l'exercice - nets d'impôts	499.917.157	137.099.567
RESULTAT GLOBAL TOTAL DE L'EXERCICE	728.818.076	376.063.322
<i>dont part attribuable</i>		
- aux intérêts minoritaires:	-41.193	-963.417
- aux propriétaires de la société mère:	728.859.269	377.026.739

Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2013
en euros

	Capital souscrit	Réserves consolidées	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres propriétaire société mère	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2013	173.525.467	2.386.960.748	609.867.885	227.499.362	3.397.853.462	1.782.024	3.399.635.486
Affectation du résultat 2012	-	227.499.362	-	-227.499.362	-	-	-
Résultat net de l'exercice 2013	-	-	-	238.346.447	238.346.447	617.308	238.963.755
Distribution pour l'exercice 2012	-	-40.000.000	-	-	-40.000.000	-	-40.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-5.928.452	-	-	-5.928.452	-	-5.928.452
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	145.012.545	-	145.012.545	-	145.012.545
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	-1.984.527	-	-1.984.527	-	-1.984.527
Autres	-	-14.452.338	-	-	-14.452.338	-1.580.725	-16.033.063
au 31 décembre 2013	173.525.467	2.554.079.320	752.895.903	238.346.447	3.718.847.135	818.607	3.719.665.742

Pour l'exercice 2013, la Banque a affecté 40.000.000 EUR (30.000.000 EUR en 2012) de son résultat en tant que distribution à l'Etat.

	Capital souscrit	Réserves consolidées	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres propriétaire société mère	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2012	173.525.467	2.335.655.411	221.836.111	125.972.275	2.856.989.264	1.823.217	2.858.812.481
Affectation du résultat 2011	-	125.972.275	-	-125.972.275	-	-	-
Résultat net de l'exercice 2012	-	-	-	227.499.362	227.499.362	1.399.962	228.899.324
Distribution pour l'exercice 2011	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000	-	-30.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-50.690.083	-	-	-50.690.083	-	-50.690.083
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	386.213.060	-	386.213.060	-	386.213.060
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.818.714	-	1.818.714	-	1.818.714
Autres	-	6.023.145	-	-	6.023.145	-1.441.155	4.581.990
au 31 décembre 2012	173.525.467	2.386.960.748	609.867.885	227.499.362	3.397.853.462	1.782.024	3.399.635.486

Tableau consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2013
en euros

en euros	31/12/2012	31/12/2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.291.651.378	585.014.208
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	2.408.068.039	4.364.471.697
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	1.468.792.970	1.340.924.347
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	72.838	-
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	50.868.083	-
Titres détenus jusqu'à échéance	58.148.032	-
	5.277.601.340	6.290.410.253

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs avec une échéance initiale inférieure ou égale à 90 jours.

Le Groupe a appliqué en 2013 les recommandations de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC) concernant les avoirs avec une échéance initiale inférieure ou égale à 90 jours. L'année 2012 a été retraitée en conséquence.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, en activités d'investissement et en activités de financement.

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels :

en euros	31/12/2012	31/12/2013
Intérêts reçus	1.086.409.357	945.306.463
Intérêts payés	-639.899.836	-543.948.608
Revenus de valeurs mobilières	32.597.456	43.079.434
Commissions reçues	132.161.015	140.383.255
Commissions payées	-27.781.580	-29.189.491
Autres produits d'exploitation	6.420.002	11.855.311
Impôts courants	-27.786.720	-61.502.501
Autres frais généraux administratifs	-244.135.837	-250.191.047
Autres charges d'exploitation	-598.161	-2.995.810
Sous-total	317.385.697	252.797.006

- Flux de trésorerie provenant des variations d'actifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2012	31/12/2013
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	1.745.755	-9.663.768
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	-159.921.940	-796.225.103
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-6.880.675	-13.789.400
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	-1.986.711.375	1.830.209.005
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	-403.200.012	-495.865.188
Instruments dérivés de couverture	667.497	-694.174
Autres actifs	-39.973.089	-52.439.717
Sous-total	-2.594.273.838	461.531.655

- Flux de trésorerie provenant des variations des passifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2012	31/12/2013
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	-1.073.385	11.818.283
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	241.233.756	1.594.462.664
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	-469.396.324	587.777.145
Instruments dérivés de couverture	154.157.085	41.048.528
Autres passifs	16.486.199	15.219.658
Emissions de titres	-4.130.170	-2.177.351.345
Sous-total	-62.722.839	72.974.933

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-2.339.610.980	787.303.594
---	-----------------------	--------------------

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

	31/12/2012	31/12/2013
Acquisition de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-313.671	-
Cession de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	6.902.907	1.174.209
Acquisition de titres détenus jusqu'à échéance	-3.306.400.646	-1.721.885.368
Remboursement de titres détenus jusqu'à échéance	1.995.436.849	2.175.160.318
Acquisitions/cessions d'actifs incorporels et corporels	-6.259.041	713.611
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1.310.633.602	455.162.770

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

	31/12/2012	31/12/2013
Produits de l'émission de passifs subordonnés	-45.761.486	-43.974.595
Distribution du résultat	-30.000.000	-40.000.000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-75.761.486	-83.974.595

Variation nette	-3.726.006.068	1.158.491.769
------------------------	-----------------------	----------------------

Variation des comptes de trésorerie et des équivalents de trésorerie

	2012	2013
Situation au 1er janvier	8.863.448.518	5.277.601.341
Variation nette de trésorerie	-3.726.006.068	1.158.491.769
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	140.158.891	-145.682.857
Situation au 31 décembre	5.277.601.341	6.290.410.253

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES
31 décembre 2013

1 INFORMATION GENERALE

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci- après « La Banque »), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est situé 1, place de Metz à L-2954 Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

Les comptes consolidés concernent le Groupe dont la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat est la société mère. L'effectif moyen du Groupe pour le courant de l'exercice 2013 était de 1.803 personnes (1.804 pour l'exercice 2012), y compris les contrats d'insertion à l'emploi.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Les comptes consolidés ont été approuvés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 26 mars 2014.

2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES CONSOLIDES

2.1 Respect des principes comptables

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2013 ont été établis conformément aux Normes Internationales d'Informations Financières IFRS « International Financial Reporting Standards » adoptées par l'Union européenne.

a) Normes nouvelles ou révisées adoptées par le Groupe

Les normes suivantes, dont l'application est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2013, ont été adoptées par le Groupe mais n'ont pas eu d'impact matériel sur les comptes consolidés. Il s'agit en l'occurrence des normes :

- IFRS 7 (amendement) : « Instruments financiers, informations à fournir – compensation d'actifs financiers et de passifs financiers »,
- IFRS 13 : « Evaluation de la juste valeur »,
- IAS 19 (révisée) : « Avantages du Personnel »,
- IAS 1 (amendement) : « Présentation des autres éléments du résultat global », améliorations apportées au contenu du tableau de variation des capitaux propres,
- IAS 12 (amendement) : « Impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents »,
- « Améliorations aux IFRS, cycle 2009-2011 » qui sont une série d'amendements aux normes existantes.

b) Les normes suivantes, dont l'application est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2014, n'ont pas encore été adoptées par le Groupe mais n'ont pas d'impact matériel sur les comptes consolidés. Il s'agit des normes :

- IFRS 10 : « Etats financiers consolidés »,
- IFRS 11 : « Partenariats »,
- IFRS 12 : « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »,
- IAS 27 (révisée) : « Etats financiers individuels »,
- IAS 28 (révisée) : « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »,
- IAS 32 (amendement) : « Instruments financiers, présentation-compensation d'actifs financiers et de passifs financiers »,
- IAS 36 (amendement) : « Informations à fournir relative à la valeur recouvrable des actifs non financiers »,
- IAS 39 (amendement) : « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture »

c) Normes nouvelles, révisées ou interprétations, pertinentes pour le Groupe qui ne sont pas encore d'application et qui n'ont pas été adoptées par l'Union européenne :

- Interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique »,
- IAS 19 (amendement) : « Régimes à prestations définies : contribution des membres du personnel »,

- « Améliorations aux IFRS, cycle 2010-2012 » qui sont une série d'amendements aux normes existantes,
- « Améliorations aux IFRS, cycle 2011-2013 » qui sont une série d'amendements aux normes existantes.

Les comptes consolidés sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la maison mère et de ses filiales, suivant le principe de l'enregistrement au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de transaction, des instruments dérivés et des actifs du fonds de pension.

2.2 Principe de consolidation

2.2.1 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent la société mère, les filiales ainsi que des entités ad hoc sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle effectif sur la gestion et la politique financière et opérationnelle. Les filiales entrent dans le périmètre de consolidation dès la date d'acquisition qui représente la date à partir de laquelle l'acquéreur a le pouvoir de diriger les politiques financières. Elles sortent de ce périmètre le jour où ce contrôle cesse.

La consolidation n'a pas généré de « goodwill » puisque les filiales sont détenues par la Groupe depuis leur création.

L'acquisition est comptabilisée à son coût, à savoir le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie versé qui représente la juste valeur, augmenté de tous les coûts directement attribuables à l'acquisition. Les soldes intra-groupe et les transactions intra-groupe ainsi que les profits latents en résultant sont intégralement éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont également éliminées à moins que le coût ne puisse pas être recouvré.

Si un membre du Groupe utilise des méthodes comptables différentes de celles adoptées dans les comptes consolidés, des ajustements appropriés sont apportés à la filiale afin de rester conforme aux méthodes comptables appliquées par le Groupe.

Si les comptes consolidés d'une société sont établis à des dates de clôture différentes du Groupe, des ajustements sont effectués pour prendre en compte les effets des transactions et autres événements significatifs qui se sont produits entre ces dates de clôture et celle de la mère.

La part des sociétés minoritaires dans les capitaux propres est identifiée sur une ligne distincte. De même, la part des sociétés minoritaires dans le résultat de l'exercice est identifiée sur une ligne distincte.

2.2.1.1 Filiales consolidées par intégration globale

Les comptes consolidés enregistrent les actifs, les passifs ainsi que les produits et charges du Groupe et de ses filiales. Une filiale est une société dans laquelle le Groupe détient au moins 50% des droits de vote ainsi que toutes sociétés sur lesquelles le Groupe a le pouvoir d'exercer, directement ou indirectement, un contrôle dominant qui lui permet de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise.

Les filiales entrant dans le périmètre de consolidation :

Désignation	% des droits de vote
Luxbond Advisory S.A.	86,93
BCEE Asset Management S.A.	90,00
Bourbon Immobilière S.A.	99,90
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A.	100,00
Spuerkeess Ré S.A.	100,00

En décembre 2013, le Groupe a décidé de fusionner par absorption les sociétés Lux-Index US Advisory S.A., Lux-Pension Advisory S.A., Lux-Croissance Advisory S.A., Luxcash Advisory S.A., Lux-World Fund Advisory S.A. et Lux-Protect Fund Advisory S.A. dans la société Luxbond Advisory S.A., qui est désormais la seule société « Advisory » à faire encore partie du patrimoine du Groupe et à appartenir ainsi au périmètre de consolidation par intégration globale.

A noter que la dénomination sociale de Luxbond Advisory S.A. a été changée en Lux-Fund Advisory S.A. en date du 1^{er} janvier 2014.

2.2.1.2 Entreprises associées mises en équivalence

Les entreprises associées où le Groupe détient une influence notable sont enregistrées suivant la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable se caractérise par le pouvoir du Groupe de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'en obtenir une partie significative des avantages économiques. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, 20% ou plus des droits de vote.

Les entreprises associées sont enregistrées au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. Le compte de résultat du Groupe reflète la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue.

La consolidation par mise en équivalence cesse lorsque le montant de la participation est réduit à zéro, à moins que le Groupe ne doive reprendre à son compte ou garantir des engagements de la société associée.

Les entreprises associées du Groupe :

Entreprises associées	Fraction du capital détenu en %
Participations directes	
Société Nationale de Circulation Automobile S.à r.l.	20,00
Luxair S.A.	21,81
Société de la Bourse de Luxembourg S.A.	22,74
Europay Luxembourg S.C.	25,40
Visalux S.C.	36,26
La Luxembourgeoise S.A.	40,00
La Luxembourgeoise-Vie S.A.	40,00
BioTechCube (BTC) Luxembourg S.A.	50,00
Participations indirectes	
Pecoma International S.A.	33,33
EFA Partners S.A.	29,05

A noter qu'il est prévu que les activités d'« acquiring » et d'« issuing » des sociétés de licences VISALUX S.C et EUROPAY Luxembourg S.C. soient reprises par CETREL S.A., respectivement par les banques de la place, entraînant ainsi la dissolution des deux sociétés à moyen terme.

2.3 Transactions en monnaies étrangères

Les effets des variations des cours des monnaies étrangères sur les postes du compte de résultat sont exposés ci-dessous. La monnaie fonctionnelle du Groupe est l'euro (« EUR »).

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de transaction.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice.

Les éléments non monétaires enregistrés au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction tandis que les éléments non monétaires, enregistrés à la juste valeur, sont convertis en appliquant le cours de change en vigueur à la date où ces justes valeurs ont été déterminées.

Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en compte de résultat, sauf si l'opération de transaction a été classée en couverture de flux de trésorerie (« cash flow hedge »).

Pour les actifs monétaires classés en « actifs disponibles à la vente », les différences de change relatives à la différence entre la juste valeur à la date de clôture de ces instruments et de leur coût d'acquisition sont comptabilisées en réserve de réévaluation, tandis que les différences de change relatives à l'ajustement du coût amorti par rapport à la valeur d'acquisition sont comptabilisées au compte de résultat.

Les différences de change relatives à des ajustements de la juste valeur d'éléments non monétaires suivent la comptabilisation de ces changements de juste valeur.

Pour les devises principales, les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels, un euro étant égal à :

	31/12/2012	31/12/2013
CHF	1,2076	1,2269
GBP	0,8161	0,8331
JPY	113,6200	144,5600
SEK	8,5895	8,8311
USD	1,3195	1,3764

2.4 Opérations bancaires**2.4.1 Comptabilisation et évaluation initiales**

Les achats et les ventes d'actifs et de passifs financiers dont la livraison, respectivement le règlement, sont effectués à une date ultérieure à la date de transaction, sont comptabilisés au bilan à la date de livraison, respectivement de règlement.

Tous les instruments financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, augmentée des frais directement attribuables lorsque ces instruments financiers ne sont pas renseignés à la juste valeur au compte de résultat.

Les instruments dérivés sont enregistrés à la date de transaction au bilan à leur juste valeur. La classification des instruments dérivés lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention et des caractéristiques de leur détention. Ainsi, une classification en « instruments financiers détenus à des fins de transaction » ou en « instruments de couverture » est possible.

Les instruments dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque la juste valeur est positive, respectivement au passif lorsqu'elle est négative. La juste valeur s'entend ici comme le « dirty price » de ces instruments, c'est-à-dire intérêts courus compris.

Les instruments dérivés suivant la définition de la norme IAS 39, incorporés dans d'autres instruments financiers, sont séparés du contrat hôte et enregistrés à la juste valeur si leurs caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et si l'instrument financier global n'est pas classé comme détenu à des fins de transaction, respectivement n'a pas été désigné comme étant évalué à la juste valeur par le compte de résultat. Les instruments dérivés incorporés qui ont été séparés du contrat hôte sont comptabilisés à leur juste valeur dans le portefeuille détenu à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet d'une réévaluation par le biais du compte de résultat sont calculées par différence entre le montant reçu net de frais de transaction et le coût d'acquisition, respectivement le coût amorti de l'actif financier.

2.4.2 Evaluation ultérieure

L'évaluation des instruments financiers se fera en fonction des caractéristiques des instruments financiers ainsi que de leur appartenance à une catégorie d'évaluation. Les catégories d'évaluation retenues sont les suivantes : instruments financiers détenus à des fins de transaction ou de couverture, actifs financiers détenus jusqu'à échéance, actifs financiers disponibles à la vente et prêts et avances.

2.4.2.1 Le « coût historique »

Pour les actifs et passifs financiers renseignés au coût historique, leur évaluation correspond au montant initial enregistré.

2.4.2.2 Le « coût amorti »

Le coût amorti correspond au montant initial enregistré, diminué des amortissements en capital, ajusté des primes et décotes calculées par différence entre le montant initial et le montant de remboursement à l'échéance et étalées sur la durée de l'actif, moins les dépréciations constatées via des corrections de valeur dans le cas où il y a indication objective de perte de valeur de l'actif considéré.

2.4.2.3 La « juste valeur »

La juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée peut normalement être déterminée par référence à un marché actif ou à partir de techniques d'évaluation basées principalement sur des observations de marché. Ainsi, pour déterminer une valorisation cohérente des différents instruments financiers évalués à la juste valeur, le Groupe a recours aux méthodes et modèles suivants :

- instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture : le Groupe applique la méthode des flux de trésorerie actualisés pour les contrats « Plain-Vanilla », respectivement la méthode de « Black-Karasinski » pour les contrats structurés.
- actifs financiers :
 - valeurs mobilières à revenu fixe :
 - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix « bid » d'une source de cotation officielle,
 - pour les valeurs cotées sur un marché jugé inactif, détermination d'une valeur d'évaluation via l'application du modèle d'évaluation interne.

- valeurs mobilières à revenu variable :
 - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix « bid » d'une source de cotation officielle,
 - pour les valeurs non cotées, respectivement cotées sur un marché jugé inactif, détermination par le Groupe d'une valeur d'évaluation par une analyse détaillée des derniers comptes annuels et par la prise en compte des prix d'éventuelles transactions récentes.
- passifs financiers :
 - les émissions d'EMTN du Groupe sont comptabilisées à l'origine au coût amorti. Par la suite, en vue d'éviter un impact au compte de résultat lié à la couverture de ces émissions par des instruments dérivés, ces opérations sont désignées comme « fair value hedge ». Ainsi, la méthode d'évaluation à la juste valeur appliquée à l'émission ainsi que l'évaluation de sa couverture sont identiques : méthode des flux de trésorerie actualisés, respectivement méthode « Black-Karasinski ».

2.4.3 Jugements et estimations comptables

Dans le cadre de la mise en place des principes comptables sous IFRS, le Groupe a dû faire appel, dans certains cas, à des jugements ainsi qu'à des estimations dans la détermination des montants renseignés dans les comptes consolidés.

Les cas les plus significatifs dans lesquels des jugements, respectivement des estimations, ont dû être faits sont :

2.4.3.1 *La juste valeur des instruments financiers*

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier renseigné au bilan ne peut être déterminée à partir d'un marché actif, elle est calculée à partir de techniques d'évaluation basées le plus souvent sur des modèles mathématiques. Dans la mesure du possible, les variables qui sont fournies aux modèles mathématiques sont issues d'observations de marché.

Le Groupe détermine l'activité, respectivement l'inactivité, d'un marché de valeurs mobilières à revenu fixe à partir de critères tels que le poids de la position détenue dans l'émission totale, le nombre de contributeurs de prix, le « Bid Size » moyen ainsi que les écarts entre prix « bid » et prix « ask ».

Lorsque le marché est considéré comme étant actif, le Groupe utilise les prix d'une source de cotation officielle. Dans le cas d'une émission pour laquelle les critères mis en place par le Groupe permettent de conclure que le marché est inactif, le Groupe calcule d'abord un prix par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted Cash flow method ») à partir de courbes de taux d'intérêt et de « spread » déterminés en fonction de la qualité de l'émetteur. Le prix ainsi calculé est ensuite pondéré avec une indication de prix fourni par une source de cotation, même si l'indication de prix est issue d'un marché pour lequel le Groupe a, compte tenu de son analyse marché actif/inactif, émis un doute sur son caractère actif.

2.4.3.2 *Dépréciations des actifs financiers (« impairment ») évalués au coût amorti*

Le Groupe déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

Pour les dossiers de la banque de détail (« retail banking »), l'estimation du montant irrécouvrable sur des dossiers spécifiques est effectuée à partir d'observations de pertes historiques, alors qu'un jugement effectué dossier par dossier permet de déterminer le montant irrécouvrable de la clientèle professionnelle (« wholesale banking »). Une correction de valeur spécifique est enregistrée en conséquence.

En ce qui concerne les « indications objectives de dépréciation » telles que déterminées par les normes IFRS, le Groupe les assimile à la notion d'« entrée en défaut » par application des règles internes de gestion du risque de crédit définies pour le calcul du ratio d'adéquation des fonds propres selon Bâle II.

Le Groupe constitue par ailleurs des « corrections de valeur sur base collective » sur les créances non identifiées sur base individuelle comme étant en défaut, afin de tenir compte du risque de crédit progressif après la date d'octroi du crédit.

Pour calculer cette correction de valeur collective, le Groupe se base sur les données historiques des pertes réalisées sur le portefeuille de crédit. Il détermine ainsi la probabilité de défaut pour les différents types de prêts en fonction de la durée qui s'est écoulée dans la relation de crédit entre l'octroi du prêt et l'entrée en défaut.

La correction de valeur collective, encore appelée dépréciation « Incurred But Not Reported » (IBNR), porte sur l'ensemble des actifs qui n'ont pas subi de dépréciation individuelle et appartenant à la rubrique « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle ».

La méthodologie appliquée pour déterminer la correction de valeur collective est basée sur le concept de la perte attendue et se définit comme le produit de l'engagement à la date de calcul de la provision (EaD) par la probabilité de défaut estimée sur base des données historiques (PD) et la perte en cas de défaut telle qu'elle est calculée pour Bâle II (LGD).

En application des normes IFRS, le Groupe prend en compte l'incidence de l'évolution des conditions économiques en appliquant des LGD « best estimate » qui surpondèrent les LGD du passé récent par rapport à ceux du passé plus lointain.

2.4.3.3 *Dépréciations des actifs disponibles à la vente*

Le Groupe considère les valeurs mobilières du portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » (AFS) comme dépréciées, lorsqu'il s'attend à une baisse durable des flux de trésorerie futurs contractuels en raison d'« indications objectives de dépréciation ».

Parmi les « indications objectives » figurent :

- problèmes de trésorerie suite à un ou des retards de paiement, respectivement remboursement,
- baisse des notations en-dessous d'un seuil critique (B+),
- dégradation de la solvabilité.

Dans cette optique, la chute du prix de plus de 20% déclenche automatiquement un test de dépréciation, indépendamment de la présence ou non « d'indications objectives ».

Lorsque le Groupe retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu fixe, la différence entre le prix d'évaluation et le coût amorti sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

De même, lorsque le Groupe retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu variable, la différence entre le prix d'évaluation et le coût d'acquisition sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

Pour ce qui est des critères objectifs de dépréciations des valeurs mobilières à revenu variable, le Groupe enregistre une dépréciation que si la juste valeur est durablement inférieure au coût historique. Le suivi, la valorisation et la décision d'appliquer une dépréciation de ces positions se fait par un groupe d'experts en fonction des critères suivants :

- Evolution du cours de bourse pour les actifs cotés, respectivement prix de transaction récent ,
- Evolution de l'actif net sur base des résultats publiés pour les valeurs mobilières non cotées ,

- Perspectives d'évolution de la contrepartie en termes de business model, chiffres d'affaires et par jugements d'experts.

2.4.3.4 *Dépréciations des actifs détenus jusqu'à échéance*

Le Groupe applique pour les actifs détenus jusqu'à échéance le même principe en matière de dépréciation que pour les valeurs mobilières à revenu fixe de la catégorie actifs disponibles à la vente.

2.5 **Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs avec une échéance initiale inférieure à 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, en activités d'investissement et en activités de financement.

Le Groupe utilise la méthode indirecte pour déterminer les flux de trésorerie. Pour ce faire, il élimine du résultat net tous les flux purement comptables qui ne se traduisent pas par une entrée ou une sortie de liquidités et présente directement les éléments du résultat net provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels.

Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de revenus. Ce sont toutes les activités autres que celles d'investissement ou de financement. Il s'agit des produits et charges d'exploitation, des flux de trésorerie rattachés aux produits et charges financiers et autres et des différentes catégories d'impôts payés au courant de l'exercice.

Opérations d'investissement

Les activités d'investissement comprennent l'acquisition et la cession d'actifs à long terme et tout autre investissement qui n'est pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

Opérations de financement

Les activités de financement sont des activités qui entraînent des changements quant à l'ampleur et à la composition des capitaux propres et des capitaux subordonnés empruntés par l'établissement.

3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN

3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose essentiellement des postes « caisse » et de la réserve minimale obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

La réserve minimale obligatoire est alimentée de sorte à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale du Luxembourg.

Ces fonds ne sont pas disponibles pour financer les opérations courantes du Groupe. La base de réserve, calculée sur base de bilans mensuels, est définie en fonction des éléments du passif du bilan selon les principes comptables luxembourgeois. Le calcul de la base qui détermine l'exigence de réserve est effectué par la Banque centrale.

3.2 Les instruments financiers

3.2.1 Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus dans le but de dégager un bénéfice sur les fluctuations à court terme des prix sont classés comme actifs, respectivement passifs détenus à des fins de transaction. Sont inclus dans cette catégorie les valeurs mobilières à revenu fixe, les valeurs mobilières à revenu variable, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments financiers ainsi que les instruments dérivés utilisés à des fins de transaction.

La notion de « court terme » n'étant pas définie par la norme IAS 39, le Groupe considère une intention de détention d'une durée moyenne de six mois pour les instruments financiers non dérivés.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés à la juste valeur avec, par la suite, la prise en compte des variations de juste valeur en « résultats sur instruments financiers détenus à des fins de transaction » au compte de résultat. Les intérêts courus durant la période de détention ainsi que les intérêts perçus sont comptabilisés à la rubrique « résultats d'intérêts » et les dividendes à la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat, à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

3.2.2 Valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance

Les titres cotés à échéance déterminée, que le Groupe a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont comptabilisés sous la rubrique « titres détenus jusqu'à échéance » au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif avec intégration en résultat des primes et décotes étalées sur la durée de vie de l'actif, après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur (« impairment »). L'étalement des décotes et des primes se fait à la rubrique « résultat d'intérêts » au compte de résultat.

Les conditions de classement en actifs détenus jusqu'à échéance ainsi que les règles strictes de tenue du portefeuille en termes de conditions de transfert et de restrictions de vente ont conduit le Groupe à limiter l'utilisation de ce portefeuille. Les actifs détenus jusqu'à échéance, et donc non évalués à la juste valeur, ne sont pas exposés à un risque de variation des taux d'intérêts et il n'est dès lors pas possible de les couvrir contre ce risque. En revanche, ils peuvent être couverts contre le risque de change et contre le risque de crédit. Le Groupe investit principalement en titres émis ou garantis par des émetteurs de première qualité, étatiques ou bancaires, dans le cadre de sa politique « asset liability management » (ALM).

Le Groupe s'est doté d'une procédure en conformité avec la norme IAS 39 AG 22 (a) détaillant que les conditions des ventes avant échéance pour satisfaire à la condition énoncée au paragraphe 9 de la présente norme et par conséquent ne pas susciter le doute quant à l'intention de l'entité de conserver ses autres placements jusqu'à leur échéance.

3.2.3 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent aux positions qui ont été désignées initialement comme telles, respectivement ce sont les positions qui n'ont pas été classées dans l'une des trois autres catégories d'actifs « actifs détenus à des fins de transaction, actifs détenus jusqu'à échéance ou créances évaluées au coût amorti » lors de la comptabilisation initiale.

La catégorie des actifs disponibles à la vente inclut des valeurs mobilières à revenu fixe, les crédits cotés sur un marché actif ainsi que les valeurs mobilières à revenu variable, notamment les investissements en actions et en SICAV. Le Groupe a par ailleurs opté pour l'évaluation à la juste valeur, selon la norme IAS 39, des participations dans les sociétés détenues à moins de 20% en assimilant lesdits investissements à la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente pour les besoins des comptes consolidés. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus

dans le résultat d'intérêts. Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

L'évaluation des positions disponibles à la vente se fait à leur juste valeur sur base des prix offerts (« bid price ») pour les titres cotés sur un marché actif ou par l'utilisation de modèles se basant sur des données de marché observables ou des estimations internes. Les plus ou moins-values latentes dégagées par les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en fonds propres dans la rubrique « réserve de réévaluation ». Les dépréciations d'actifs sont renseignées au compte de résultat et ne figureront par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

Lors de la cession d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat réalisé est enregistré au compte de résultat dans la rubrique « résultats réalisés sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat ». Si le Groupe détient plusieurs investissements dans le même titre, les sorties du stock s'effectueront suivant la méthode « first in - first out » (FIFO).

Les plus ou moins-values latentes et réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe sont dégagées en comparant la juste valeur de l'obligation à son coût amorti. En ce qui concerne les valeurs mobilières à revenu variable, le coût d'acquisition, y compris les coûts de transaction, est comparé à la juste valeur pour dégager le résultat.

Les obligations qui font partie du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente et qui sont couvertes contre les variations du taux d'intérêt connaissent un traitement particulier exposé au point suivant.

3.2.4 Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture

Le Groupe utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix tels qu'indices boursiers ou prix d'actions. Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « Interest Rate Swaps » (IRS) et les « Cross currency interest rate swaps » (CIRS) dans le cadre d'opérations de couverture standard « plain vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, le Groupe couvre spécifiquement les émissions structurées « Euro Medium Term Notes » (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente et contenant des dérivés incorporées (« embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, le Groupe peut désigner des

instruments dérivés en tant qu'instruments de couverture d'un instrument financier à l'actif ou au passif du bilan lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

Le Groupe classe les instruments de couverture dans les catégories suivantes :

- couverture de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme,
- couverture de juste valeur d'un portefeuille ou d'un sous-portefeuille d'actif ;
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou passif déterminé ou à une transaction future.

Le Groupe a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée,
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée,
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur, respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéances, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par le Groupe pour l'opération en question,
- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme faisant partie d'une couverture de juste valeur qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « résultat sur opérations de couverture », au même titre que les variations de juste valeur des instruments couverts.

Si à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, la part réévaluée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être

amortie par le compte de résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisés dans les fonds propres à la rubrique « réserve de réévaluation – couverture de flux de trésorerie ».

Si un instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé ou si la transaction ne satisfait plus aux critères requis pour être qualifiée de couverture, le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture. Un ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le compte de résultat, l'ajustement devant être totalement amorti à l'échéance. Si l'élément comptable est décomptabilisé, c'est-à-dire sorti du bilan, sa variation de juste valeur est prise directement au compte de résultat.

Depuis le 1^{er} juillet 2013, la Banque applique la macro-couverture de juste valeur sur les prêts à taux fixe en se conformant aux principes de la norme IAS 39 dans sa version « carve-out » de l'Union européenne. En effet, la diminution de la courbe des taux d'intérêts a favorisé la commercialisation des prêts à taux fixe, essentiellement dans le domaine des prêts hypothécaires. La couverture se fait exclusivement par le biais d'instruments dérivés du type IRS.

3.2.5 Opérations sur titres : mises et prises en pension – prêts et emprunts de titres

3.2.5.1 Mises et prises en pension

Les titres soumis à une convention de vente avec engagement de rachat (opérations de cession-rétrocession) qui porte sur le même actif ou un actif substantiellement identique demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, comme des actifs financiers disponibles à la vente ou comme des actifs financiers détenus jusqu'à échéance. La dette envers la contrepartie est inscrite au passif sous la rubrique « dépôts évalués au coût amorti ».

Le Groupe conclut essentiellement des contrats avec engagement de rachat du même actif ou d'actifs identiques.

Par analogie, les titres soumis à une convention d'achat avec engagement de revente, qui portent sur un même actif ou un actif substantiellement identique, ne sont pas actés au bilan. La contrepartie des titres

achetés avec un engagement de revente (« prise en pension ») est inscrite sous la rubrique « prêts et avances au coût amorti ».

Le Groupe effectue des opérations de « triparty repo » et de « triparty reverse repo » avec des contreparties dont la notation est supérieure ou égale à la notation « A ». Un intermédiaire intervient en tant qu'entité tierce pendant toute la durée de vie du contrat pour gérer les règlements contre livraison, contrôler les critères d'éligibilité des titres, calculer et gérer les appels de marge et gérer les substitutions de titres. Les échéances des contrats varient entre « overnight » et 12 mois.

Le revenu des contrats de mise et de prise en pension se comptabilise au compte de résultat à la rubrique « résultat d'intérêts ».

3.2.5.2 *Prêts et emprunts de titres*

Les titres prêtés demeurent au bilan. Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.

3.2.6 **Prêts et avances évalués au coût amorti**

Les prêts et avances évalués au coût amorti sont des actifs financiers émis par le Groupe avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et avances à échéance fixe émis par le Groupe sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté comptable et donnent lieu, le cas échéant, à comptabilisation d'une dépréciation.

La norme IAS 18 impose de considérer les frais de dossier comme des frais d'origination ce qui signifie qu'il faut les intégrer au calcul du taux d'intérêt effectif. La méthode actuarielle consiste à étaler les frais et commissions significatifs attachés aux créances à taux fixe sur la durée de vie de l'actif et de les comptabiliser comme un ajustement du taux de rendement effectif de l'actif auquel ils sont attachés.

Dans le cas où ils ne sont pas significatifs, ils sont directement comptabilisés au compte de résultat.

Dans le cas des prêts à taux variable ou ajustable, l'étalement se fera non pas suivant la méthode actuarielle, mais suivant la méthode linéaire.

Le Groupe ayant opté pour l'évaluation au coût amorti des créances non représentées par un titre, l'évaluation en fonction de la courbe de taux d'intérêt ne se fait que dans le cas d'une couverture du prêt

par un instrument dérivé et lorsque le Groupe a formellement désigné l'opération comme opération de couverture en accord avec les normes IFRS.

3.2.7 Marché interbancaire

3.2.7.1 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur nette de frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursable est comptabilisée au compte de résultat sur la durée du prêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.2.7.2 Emissions de titres

A la base, les émissions du Groupe sont évaluées au coût amorti. Toutefois, dans le cadre de ses programmes « EMTN », le Groupe émet bon nombre d'obligations structurées contenant des instruments dérivés incorporés (« embedded derivatives ») dont les variations de prix sont couvertes par des « swaps » dont la structure est une copie conforme de celle contenue dans l'obligation.

Le Groupe a désigné ces opérations comme « fair value hedge » ce qui lui permet de compenser l'effet de marché au niveau du compte de résultat.

3.2.8 Dépréciation des actifs financiers

Le Groupe déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

En ce qui concerne les actifs évalués au coût amorti, le montant recouvrable est net de tout nantissement ou garantie et correspond à la valeur des flux futurs ré-estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial ou au dernier taux d'intérêt effectif disponible pour les instruments à taux variable. Le montant de la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, le montant recouvrable correspond soit à la juste valeur, soit à la valeur actualisée des flux futurs estimés au taux de marché applicable à un actif financier similaire. Les dotations pour dépréciation du portefeuille disponible à la vente et des créances sont comptabilisées à l'actif en diminution de la rubrique concernée.

On distingue 2 catégories de dépréciation :

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle : le montant de la dépréciation d'un actif est le résultat de la différence entre sa valeur bilantaire et sa valeur recouvrable. Les actifs financiers sont évalués contrat par contrat. Cependant, les actifs financiers de faible montant, tels que les prêts à la consommation, qui présentent des caractéristiques de risques similaires sont en principe regroupés afin de procéder à une évaluation globale du taux de dépréciation.

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base collective : les normes IFRS prévoient, en l'absence de corrections de valeur sur base individuelle, la constitution de corrections de valeur sur base collective pour couvrir le risque de perte potentielle lorsqu'il existe une ou plusieurs indications objectives de perte probable dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts accordés non utilisés à la date de clôture. A l'heure actuelle, le Groupe n'applique ce principe qu'à la clientèle « retail » renseignée au portefeuille des « Prêts et avances évalués au coût amorti ».

Afin de calculer les corrections de valeur sur base collective, le Groupe se base sur l'expérience et les données historiques de pertes réalisées. La probabilité de défaut pour les différents types de prêts est calculée en fonction de la durée entre l'octroi du prêt et son entrée en défaut.

Lorsque la Direction du Groupe estime, sur base d'indications objectives, qu'un actif financier est totalement irrécouvrable, il est entièrement déprécié par dotation du complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si, par la suite, des rentrées de fonds sont actées sur cet actif, elles sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « autres produits d'exploitation ».

3.2.9 Autres actifs et autres passifs financiers

Les autres actifs se composent notamment des valeurs à recevoir à court terme. Les autres passifs se composent des valeurs à payer à court terme, des coupons à payer et des titres remboursables pour compte de tiers, des dettes envers les créanciers privilégiés et divers ainsi que de la part du bénéfice à verser à l'Etat.

3.2.10 Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés au compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction et des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction qui font partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés à leur juste valeur. Les changements de juste valeur sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction ». Les dividendes sont enregistrés à la rubrique « revenu de valeurs mobilières », les intérêts sont enregistrés à la rubrique « résultat d'intérêts ».

Le Groupe comptabilise au compte de résultat les commissions en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- Les commissions rémunérant des services continus sont étalées au compte de résultat sur la durée de la prestation rendue (frais de dossiers sur prêts, frais de transaction...),
- Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en compte de résultat quand la prestation est réalisée,
- Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées au compte de résultat lors de l'exécution de cet acte.

Pour certaines opérations liées à la clientèle « Wholesale international », les commissions d'engagement et d'utilisation sont déterminées en fonction d'un pourcentage de la ligne de crédit. Ces commissions sont intégrées « prorata temporis » sur la durée de vie de la ligne, sauf s'il s'agit de commissions devant être intégrées au coût d'acquisition de l'exposition bilantaire éventuelle résultant de la ligne de crédit.

3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles à usage propre ainsi que les immobilisations corporelles de placement sont comptabilisées au prix d'acquisition. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés comme partie intégrante du coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles à usage propre se composent des terrains et constructions, des aménagements intérieurs ainsi que des équipements informatiques et autres. En ce qui concerne la rubrique « immobilisations corporelles de placement » prévue par la norme IAS 40, le Groupe y renseigne les immeubles donnés en location.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulées. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés et amortis comme partie intégrante du coût d'acquisition au même rythme que l'actif principal. Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leur valeur résiduelle. Le Groupe applique l'amortissement par composants selon IAS 16 sur les immobilisations corporelles de type construction. Ainsi, les composants relatifs aux immobilisations corporelles sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Les terrains sont enregistrés au coût.

Durée d'utilité pour les principaux types d'immobilisations corporelles:

- constructions :	
- Composant gros-œuvre	30 – 50 ans
- Composant parachèvement 1	30 ans
- Composant parachèvement 2	10 ans
- Composant autres	20 ans
- matériel informatique:	4 ans
- aménagement des bureaux, mobiliers et matériels :	de 2 à 10 ans
- véhicules :	4 ans

Le composant parachèvement 1 regroupe entre autres les cloisons légères, les chapes, carrelages, et menuiseries, tandis que le composant parachèvement 2 regroupe les revêtements de sol souples et les peintures.

Les investissements qui sont réalisés sur les immeubles pris en location s'amortissent en fonction de la durée restant à courir du bail. Si la durée n'est pas déterminée, l'amortissement se fait sur 10 ans.

Les frais de maintenance et de réparation qui n'affectent pas la valeur productive des immobilisations sont comptabilisés au compte de résultat au moment de leur survenance.

Si la valeur recouvrable d'une immobilisation devenait inférieure à sa valeur comptable, la valeur au bilan de cette immobilisation devrait être ramenée à son montant recouvrable estimé par la constatation d'une dépréciation d'actifs.

Les dépenses qui ont pour but d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier, ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie, sont enregistrées à l'actif du bilan et amorties sur la durée de vie de l'actif sous-jacent.

Les plus ou moins-values provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle du patrimoine du Groupe sont déterminées par différence entre les produits de sortie nets et la valeur résiduelle de l'actif et sont imputées au compte de résultat, à la ligne « autres produits et charges d'exploitation », à la date de la mise hors service ou de la sortie.

Le prix d'acquisition du matériel et du mobilier dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement enregistré au compte de résultat de l'exercice, à la ligne « autres frais généraux administratifs ».

3.4 Immobilisations incorporelles

Le Groupe considère les logiciels, qu'ils soient acquis ou générés en interne, ainsi que les coûts de développement et de mise en place y afférents, comme des immobilisations incorporelles. Il s'agit essentiellement de logiciels qui sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

3.5 Les contrats de location

Un contrat de location qui transfère au locataire l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif est un contrat de location-financement (« financial lease »), sinon il s'agit d'un contrat de location simple (« operating lease »).

3.5.1 Une entité du Groupe est locataire

Le Groupe a essentiellement conclu des contrats de location simple pour la location de leurs immeubles ou équipements. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultat. S'il est mis fin anticipativement à un contrat de location, les pénalités à payer sont comptabilisées en tant que charges de l'exercice au cours duquel la résiliation est survenue.

3.5.2 Une entité du Groupe est bailleuse

Lorsque le Groupe donne un bien en location dans le cadre d'un contrat de location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée en tant que créance sous la rubrique « prêts et avances au coût amorti » sur la clientèle, respectivement sur les établissements de crédit. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé est comptabilisée comme un produit financier latent à la rubrique « résultat d'intérêts » du compte de résultat. Les loyers, de même que

les coûts attribuables à la conclusion du contrat, sont répartis sur la durée du contrat de location de sorte à ce que les produits génèrent un taux d'intérêt effectif constant.

3.6 Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 (révisée). Le Groupe accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en trois catégories :

3.6.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels et primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés au compte de résultat à la ligne «frais du personnel», y compris pour les montants restant dus à la clôture.

3.6.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

3.6.3 Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la loi organique du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, les agents-employés bénéficient d'un supplément de pension, à charge de l'établissement, s'ils se trouvent dans les conditions ouvrant droit au régime de pension des fonctionnaires de l'État. Les suppléments de pension concernent les prestations suivantes :

- la pension de vieillesse ;
- la pension d'invalidité ;
- la pension de survie du conjoint ou du partenaire survivant ;
- la pension de survie d'orphelin ;
- le trimestre de faveur.

Par ailleurs, les pensions des agents fonctionnaires sont également à la charge de l'établissement.

Le montant d'une prestation d'un agent fonctionnaire résulte de l'application du régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. En revanche, le montant de la prestation d'un agent-employé résulte de la différence entre le montant de ladite prestation telle que prévue par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat et le montant de la prestation telle que prévue par le régime de l'assurance pension des employés privés.

Ainsi, ce régime est par nature un régime à prestations définies qui finance des engagements du premier pilier.

L'externalisation, le 1^{er} décembre 2009, du fonds de pension vers le compartiment BCEE de la « Compagnie Luxembourgeoise de Pension (CLP) », constituée sous la forme d'une association d'épargne-pension « ASSEP », fait que le montant inscrit au bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée au régime à prestations définies, déduction faite des actifs du régime à la clôture, ainsi que des ajustements au titre des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés.

L'obligation au titre du régime à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre du régime à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Annuellement, la charge de pension de la maison mère du Groupe correspond au total des montants ci-dessous :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice ;
- le coût financier résultant de l'application du taux d'actualisation ;
- la totalité des écarts actuariels ;

montants desquels est retranché le rendement attendu.

Les écarts actuariels sont comptabilisés systématiquement à la rubrique « réserves » dans les capitaux propres.

Le calcul de l'obligation liée au régime à prestations définies est basé sur les tables de mortalité IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) avec rajeunissement de 5 ans afin de tenir compte de la longévité croissante des ayants droit.

3.6.4 Politique d'investissement de la Compagnie Luxembourgeoise de Pension (CLP)

L'objectif de gestion du compartiment « CLP-BCEE » est triple, à savoir coordonner les différents flux de trésorerie, minimiser la volatilité du portefeuille et la probabilité d'une demande de contribution extraordinaire et, finalement, faire coïncider le rendement réel avec le rendement induit. Pour atteindre ces objectifs, le compartiment « CLP-BCEE » est autorisé à investir dans les instruments suivants :

- Instruments financiers classiques :
 - Valeurs mobilières négociables sur le marché de capitaux :
 - Actions de sociétés ou autres titres équivalents,
 - Obligations et autres titres de créances,
 - Instruments du marché monétaire comme les bons du Trésor, les certificats de dépôt, les papiers commerciaux et les billets de trésorerie,
 - Parts et actions d'organismes de placement collectif, y compris les « Exchange Traded Funds ».
- Instruments dérivés : les contrats d'option, contrats à terme, contrats d'échange, accords de taux et tous les autres contrats dérivés relatifs à des valeurs mobilières, des instruments du marché monétaire, d'organismes de placement collectif, des monnaies, des taux d'intérêt, des taux de change, des matières premières, des rendements, autres instruments dérivés, indices financiers ou mesures financières.
- Liquidité :
 - Toutes les formes du dépôt classique à vue et à terme.

Le compartiment « CLP-BCEE » investit plus de 50% de ses avoirs dans des obligations, des titres de créance et des instruments financiers du marché monétaire. Accessoirement, « CLP-BCEE » peut investir jusqu'à 20% de ses avoirs en actions et titres équivalents. Dans un but de diversification, les investissements ne pourront dépasser 25% des avoirs envers un même émetteur ou une même contrepartie. Le recours à des instruments dérivés est autorisé par la politique d'investissement dans un objectif de couverture et/ou de gestion efficiente du portefeuille.

Les obligations et les instruments financiers du marché monétaire éligibles porteront un rating minimum de A- (Standard&Poors) ; de même, l'émetteur devra être issu d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'OCDE.

Toute modification de la politique d'investissement est sujette à l'approbation préalable du Conseil d'Administration de la CLP et de l'Autorité de Contrôle.

3.7 Provisions

Une provision, selon IAS 37, est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, mais qui représente pour le Groupe une obligation à l'égard d'un tiers, résultant des événements passés, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le Groupe comptabilise une provision à sa valeur actualisée lorsqu'il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

3.8 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie sont imputés sur les capitaux propres à la rubrique « réserve de réévaluation ». Les impôts différés afférents à l'écart actuariel déterminé sur les engagements de pension de la maison mère du Groupe sont imputés aux capitaux propres à la rubrique « réserves ».

4 NOTES AU BILAN¹
(en euros)**4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales**

La trésorerie se compose de la caisse et des avoirs auprès des banques centrales. La réserve obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg est renseignée sous ce poste. Il s'agit de réserves minimales destinées à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale. Dès lors, ces fonds ne sont pas disponibles au financement des opérations courantes du Groupe. Le taux de réserve obligatoire a diminué de 2% à 1% des exigibilités rentrant dans l'assiette de la réserve à partir de la période de référence débutant le 18 janvier 2012.

Rubriques*	31/12/2012	31/12/2013
Caisse	57.784.211	73.276.359
Réserve obligatoire	838.050.362	511.524.874
Dépôts auprès des banques centrales	395.844.787	213.101
Total	1.291.679.360	585.014.333

* durée inférieure à un an

¹ D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes consolidés et ceux des différents états consolidés représentent uniquement des différences d'arrondis.

4.2 Instruments financiers

L'analyse sur les instruments financiers est effectuée par contrepartie et par nature, en distinguant les instruments avec une maturité résiduelle inférieure à un an et supérieure à un an.

4.2.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Actifs	31/12/2012			31/12/2013		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	2.394.891	410.064	2.804.955	266.384	374.324	640.708
Instruments dérivés (note 4.7.)	33.363.847	49.477.893	82.841.740	46.721.092	32.614.934	79.336.025
Total	35.758.738	49.887.957	85.646.695	46.987.476	32.989.258	79.976.733

Passifs	31/12/2012			31/12/2013		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	-	5.212	5.212	-	13.304	13.304
Instruments dérivés (note 4.7.)	144.131.428	180.444.443	324.575.871	137.991.541	92.830.245	230.821.786
Total	144.131.428	180.449.655	324.581.083	137.991.541	92.843.549	230.835.090

Actifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2012			31/12/2013		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes	2.208.173	410.064	2.618.237	249.889	374.324	624.213
<i>Secteur public</i>	<i>1.750.546</i>	<i>1.346</i>	<i>1.751.892</i>	<i>-</i>	<i>1.347</i>	<i>1.347</i>
<i>Etablissements de crédit</i>	<i>279.352</i>	<i>178.320</i>	<i>457.672</i>	<i>132.682</i>	<i>312.467</i>	<i>445.149</i>
<i>Clientèle "corporate"</i>	<i>178.275</i>	<i>230.398</i>	<i>408.673</i>	<i>117.207</i>	<i>60.510</i>	<i>177.717</i>
Instruments de capitaux propres	186.718	-	186.718	16.495	-	16.495
Total	2.394.891	410.064	2.804.954	266.384	374.324	640.708
Résultat latent à la clôture	98.487	14.899	113.386	10.727	6.862	17.589

Passifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2012			31/12/2013		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Ventes à découvert	-	5.212	5.212	-	13.304	13.304
<i>Obligations</i>	<i>-</i>	<i>5.212</i>	<i>5.212</i>	<i>-</i>	<i>13.304</i>	<i>13.304</i>
<i>Actions</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Total	-	5.212	5.212	-	13.304	13.304

4.2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Rubriques	31/12/2012			31/12/2013		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes	2.127.483.261	6.315.857.997	8.443.341.257	2.229.281.466	7.056.812.438	9.286.093.904
<i>Secteur public</i>	<i>140.452.457</i>	<i>1.894.604.660</i>	<i>2.035.057.117</i>	<i>311.636.579</i>	<i>2.102.565.299</i>	<i>2.414.201.878</i>
<i>Etablissements de crédit</i>	<i>1.511.410.805</i>	<i>2.788.002.891</i>	<i>4.299.413.696</i>	<i>1.266.858.127</i>	<i>3.103.059.661</i>	<i>4.369.917.788</i>
<i>Clientèle "corporate"</i>	<i>475.619.999</i>	<i>1.633.250.445</i>	<i>2.108.870.444</i>	<i>650.786.760</i>	<i>1.851.187.478</i>	<i>2.501.974.238</i>
Instruments de capitaux propres	910.278.050	-	910.278.050	1.002.400.913	-	1.002.400.913
<i>Etablissements de crédit</i>	<i>2.529.749</i>	<i>-</i>	<i>2.529.749</i>	<i>2.760.600</i>	<i>-</i>	<i>2.760.600</i>
<i>Clientèle "corporate"</i>	<i>907.433.442</i>	<i>-</i>	<i>907.433.442</i>	<i>999.296.902</i>	<i>-</i>	<i>999.296.902</i>
<i>Autres</i>	<i>314.859</i>	<i>-</i>	<i>314.859</i>	<i>343.412</i>	<i>-</i>	<i>343.412</i>
Total	3.037.761.311	6.315.857.997	9.353.619.307	3.231.682.379	7.056.812.438	10.288.494.817
Dépréciation d'actifs financiers ("impairment")	-15.076.212	-52.146.015	-67.222.228	-12.482.716	-59.672.939	-72.155.654
Résultat latent à la clôture	704.197.077	188.788.631	892.985.708	849.684.467	250.515.977	1.100.200.444

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

	Clientèle "Corporate"		Établissements de crédit	Secteur Public	Total
	ABS/MBS	Autres			
Situation au 1 ^{er} janvier 2012	41.570.952	11.024.737	15.933.850	99.388.984	167.918.523
Dotations	17.973.817	240.415	750.000	-	18.964.232
Reprises	-8.455.600	-1.090.311	-5.483.850	-	-15.029.761
Amortissements de créances	-5.000.000	-	-	-99.388.984	-104.388.984
Ecart de change	-143.155	-98.629	-	-	-241.784
Situation au 31 décembre 2012	45.946.014	10.076.212	11.200.000	-	67.222.228
Situation au 1 ^{er} janvier 2013	45.946.014	10.076.212	11.200.000	-	67.222.228
Dotations	11.290.229	-	2.499.884	-	13.790.113
Reprises	-7.378.993	-154.744	-	-	-7.533.737
Amortissements de créances	-571.090	-	-	-	-571.090
Ecart de change	-548.216	-203.642	-	-	-751.858
Situation au 31 décembre 2013	48.737.944	9.717.826	13.699.884	-	72.155.656

Résultat latent sur actifs financiers disponibles à la vente :

La ventilation du résultat latent à la clôture se présente comme suit :

○ **Les instruments de dettes**

Les instruments de dettes regroupent des obligations à taux variable, des obligations à taux fixe, ainsi que des obligations structurées. Les obligations à taux fixe et les obligations structurées sont transformées en taux variable par l'utilisation d'instruments dérivés (« asset-swaps »). Le Groupe assimile ces opérations à des couvertures de juste valeur. Les efficacités prospectives et rétrospectives des opérations de couverture sont proches de 100%.

31/12/2013	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	-955.773	-332.899.089	332.906.377	100,00%
Obligations à taux variable	4.191.215			

31/12/2012	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	88.168.133	-310.080.833	311.816.112	100,56%
Obligations à taux variable	20.774.938			

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Instruments de dette	2012	2013
Situation au 1^{er} janvier	8.438.492.520	8.443.341.257
Acquisitions	1.828.523.178	2.965.995.365
Ventes	-430.696.671	-39.401.364
Remboursements	-1.871.924.735	-2.212.094.116
Résultats réalisés	1.160.646	491.030
Proratas d'intérêts	-7.490.998	-27.659.926
Evaluations latentes	431.557.816	128.525.885
Dépréciations	99.747.770	-5.291.814
Différence de change	-46.028.269	32.187.588
Situation au 31 décembre	8.443.341.257	9.286.093.904

○ **Les instruments de capitaux propres**

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Instruments de capitaux propres	910.278.050	1.002.400.913
Total	910.278.050	1.002.400.913
Dépréciations d'actifs financiers	-10.076.212	-9.717.824
Résultat latent à la clôture	691.847.947	770.536.798

4.3 Parts mises en équivalence

	31/12/2012	31/12/2013
Valeur d'acquisition au 1 ^{er} janvier	50.125.523	50.116.790
Créations	-	18.849
Cessions	-8.733	-33.004
Total (en valeur d'acquisition)	50.116.790	50.102.635

Liste des entreprises associées :

Entreprises associées	Fraction du capital détenu (en %)	Valeur d'acquisition	Valeur mise en équivalence 2013
Société Nationale de Circulation Automobile S.à r. l.	20,00	24.789	5.015.012
Luxair S.A.	21,81	14.830.609	81.505.441
Société de la Bourse de Luxembourg S.A.	22,74	112.166	19.780.899
Europay Luxembourg S.C.	25,40	96.279	463.569
Visalux S.C.	36,26	412.506	864.627
La Luxembourgeoise S.A.	40,00	16.856.760	91.631.425
La Luxembourgeoise-Vie S.A.	40,00	12.047.625	70.620.149
BioTechCube (BTC) Luxembourg S.A.	50,00	5.000.000	779.011
Sous-total participations directes		49.380.735	270.660.134
Pecona International S.A.	33,33	170.000	207.801
EFA Partners S.A.	29,05	551.900	687.175
Sous-total participations indirectes		721.900	894.976
Différence de mise en équivalence suite à des cessions partielles		-	5.578.126
Total		50.102.635	277.133.236

Entreprises associées	Fraction du capital détenu (en %)	Valeur d'acquisition	Valeur mise en équivalence 2012
Société Nationale de Circulation Automobile S.à r. l.	20,00	24.789	2.053.654
Luxair S.A.	21,81	14.830.609	86.817.465
Société de la Bourse de Luxembourg S.A.	22,74	112.166	19.308.685
Europay Luxembourg S.C.	27,90	129.283	498.270
Visalux S.C.	35,46	393.657	771.209
La Luxembourgeoise S.A.	40,00	16.856.760	90.634.854
La Luxembourgeoise-Vie S.A.	40,00	12.047.625	72.701.762
BioTechCube (BTC) Luxembourg S.A.	50,00	5.000.000	790.121
Sous-total participations directes		49.394.890	273.576.022
Pecona International S.A.	33,33	170.000	245.189
EFA Partners S.A.	29,05	551.900	846.725
Sous-total participations indirectes		721.900	1.091.914
Différence de mise en équivalence suite à des cessions partielles		-	5.578.126
Total		50.116.790	280.246.062

4.4 Titres détenus jusqu'à échéance

Rubriques	31/12/2012			31/12/2013		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes						
Secteur public	107.988.824	302.365.996	410.354.820	67.595.632	264.848.059	332.443.691
Etablissements de crédit	1.749.261.184	2.169.831.550	3.919.092.734	1.103.351.013	2.285.708.489	3.389.059.502
Clientèle "corporate"	322.747.694	663.692.897	986.440.591	351.160.975	712.893.820	1.064.054.796
Total	2.179.997.702	3.135.890.443	5.315.888.145	1.522.107.621	3.263.450.369	4.785.557.990

Le Groupe n'a pas acté de dépréciation sur les titres détenus jusqu'à échéance. La diminution des actifs de cette rubrique s'explique par le non remplacement d'actifs venus à échéance dans le contexte des réinvestissements de passifs à échéance inférieure à deux ans dans des obligations de même durée.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Titres détenus jusqu'à échéance	2012	2013
Situation au 1^{er} janvier	4.644.327.498	5.315.888.145
Acquisitions	2.656.021.459	1.663.737.336
Remboursements	-1.994.116.121	-2.183.196.794
Proratas d'intérêts	9.786.223	-10.838.806
Différence de change	-130.914	-31.891
Situation au 31 décembre	5.315.888.145	4.785.557.990

4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de mise en pension

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Instruments de dettes émis par le secteur public	115.874.315	453.801.650
Instruments de dettes émis - autres	9.226.714	18.558.725
Instruments de capitaux propres	16.953.638	359.590
Total	142.054.667	472.719.965

Les instruments de dettes sont issus principalement des portefeuilles d'actifs disponibles à la vente ainsi que du portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance.

L'augmentation observée au niveau des instruments de dettes s'explique par le nombre croissant de contrats collatéralisés par des titres conclus dans un environnement de crise et d'incertitude.

4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Obligations convertibles	22.578.628	12.766.188

Les obligations convertibles dans lesquelles le Groupe a investi font partie du portefeuille des actifs disponibles à la vente; une nouvelle acquisition en obligations convertibles a été réalisée en 2013.

4.7 Instruments dérivés

Se référer à la page suivante

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2013

Rubriques	Actif	Passif	Notionnel
	Soldes au 31/12/2013		
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	79.336.025	230.821.786	10.308.275.825
Opérations liées au taux de change	45.100.967	136.485.735	7.515.895.311
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	20.911.432	113.172.177	6.922.654.560
- <i>autres</i>	24.189.536	23.313.559	593.240.751
Opérations liées au taux d'intérêts	33.909.647	93.879.164	2.520.754.511
- <i>IRS</i>	31.539.553	91.460.439	2.296.410.919
- <i>autres</i>	2.370.094	2.418.725	224.343.592
Opérations liées aux capitaux propres	325.411	325.411	253.462.679
- <i>Options sur actions et sur indices</i>	325.411	325.411	253.462.679
Opérations liées au risque de crédit	-	131.475	18.163.325
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	-	131.475	18.163.325
Couverture de juste valeur (micro)	117.170.097	765.035.975	9.066.922.654
Opérations liées au taux de change	82.689.239	46.856.628	1.277.075.141
- <i>CCIS</i>	82.689.239	46.856.628	1.277.075.141
Opérations liées au taux d'intérêts	18.461.830	563.858.117	6.255.974.495
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	18.461.830	563.858.117	6.255.974.495
Opérations liées aux autres indices	16.019.028	154.321.229	1.533.873.019
- <i>IRS (autres indices)</i>	16.019.028	154.321.229	1.533.873.019
Couverture de juste valeur (macro)	9.295.310	33.786.132	666.870.537
Opérations liées au taux d'intérêts	9.295.310	33.786.132	666.870.537
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	9.295.310	33.786.132	666.870.537
Couverture de flux de trésorerie	5.960.559	-	56.000.000
Opérations liées au taux d'intérêts	5.960.559	-	56.000.000
- <i>IRS</i>	5.960.559	-	56.000.000
Rubriques	Soldes au 31/12/2012		
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	82.841.740	324.575.871	13.930.434.808
Opérations liées au taux de change	30.493.827	142.168.577	11.095.599.545
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	29.674.078	141.114.261	10.692.682.823
- <i>autres</i>	819.749	1.054.316	402.916.722
Opérations liées au taux d'intérêts	52.347.913	182.107.684	2.815.888.693
- <i>IRS</i>	50.461.248	180.219.746	2.641.602.613
- <i>autres</i>	1.886.665	1.887.938	174.286.080
Opérations liées au risque de crédit	-	299.610	18.946.570
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	-	299.610	18.946.570
Couverture de juste valeur	58.373.667	822.908.804	8.701.728.618
Opérations liées au taux de change	40.565.494	55.163.442	1.375.455.512
- <i>CCIS</i>	40.565.494	55.163.442	1.375.455.512
Opérations liées au taux d'intérêts	3.556.976	711.124.064	5.842.960.024
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	3.556.976	711.124.064	5.842.960.024
Opérations liées aux autres indices	14.251.197	56.621.298	1.483.313.082
- <i>IRS (autres indices)</i>	14.251.197	56.621.298	1.483.313.082
Couverture de flux de trésorerie	8.765.526	-	61.800.000
Opérations liées au taux d'intérêts	8.765.526	-	61.800.000
- <i>IRS</i>	8.765.526	-	61.800.000

4.8 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2012			31/12/2013		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Prêts interbancaires	4.900.344.969	20.513.612	4.920.858.581	4.158.977.702	297.595	4.159.275.297
Prise en pension	2.170.274.245	-	2.170.274.245	3.065.875.571	36.931	3.065.912.502
Crédits Roll-over	3.037.902	-	3.037.902	2.183.559	-	2.183.559
Location financement	33.595	360.310	393.905	69.473	402.572	472.045
Sous-total	7.073.690.710	20.873.922	7.094.564.632	7.227.106.304	737.098	7.227.843.403
Crédits confirmés non utilisés			304.737.504			1.253.043.680
Dépréciations d'actifs financiers			-516.190			-514.429

Dans le cas des opérations de prise en pension, le Groupe devient propriétaire juridique des titres reçus en garantie et a le droit de vendre, respectivement collatéraliser ces titres. En date du 31 décembre 2013, aucun titre n'a été ni vendu ni collatéralisé.

Dépréciations sur prêts et avances – Etablissements de crédit

	Etablissements de crédit
Situation au 1 ^{er} janvier 2012	-
Transfert de la clientèle "Corporate"	466.381
Dotations	49.809
Reprises	-
Amortissements de créances	-
Ecart de change	-
Situation au 31 décembre 2012	516.190
Situation au 1 ^{er} janvier 2013	516.190
Dotations	-
Reprises	-1.761
Amortissements de créances	-
Ecart de change	-
Situation au 31 décembre 2013	514.429

Encours des prêts ayant généré des dépréciations : 562.477 EUR au 31 décembre 2013, contre 565.999 EUR un an plus tôt.

4.9 Prêts et avances au coût amorti – Clientèle

Rubriques	31/12/2012			31/12/2013		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle "retail"	298.791.175	9.745.007.797	10.043.798.972	302.281.196	10.268.884.365	10.571.165.561
Clientèle "corporate"	2.279.369.068	2.404.496.685	4.683.865.753	1.691.386.086	2.696.767.663	4.388.153.750
Secteur public	278.632.511	1.710.192.317	1.988.824.828	276.862.753	1.767.747.987	2.044.610.741
Sous-total	2.856.792.754	13.859.696.799	16.716.489.553	2.270.530.036	14.733.400.016	17.003.930.052
Crédits confirmés non utilisés			3.185.933.416			3.272.394.874
Dépréciations d'actifs financiers			-78.998.816			-106.432.537

Dont opérations de location financement :

Rubriques	31/12/2012			31/12/2013		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Location financement	4.342.978	92.623.312	96.966.290	8.346.298	84.995.883	93.342.181
Sous-total	4.342.978	92.623.312	96.966.290	8.346.298	84.995.883	93.342.181

Dépréciations sur prêts et avances - Clientèle

	Clientèle retail	Corporate	Secteur public	Total
Situation au 1er janvier 2012	18.941.859	40.760.561	-	59.702.421
Transfert vers établissements de crédit	-	-466.381	-	-466.381
Dotations	8.882.970	21.225.925	1.317.399	31.426.294
Reprises	-1.752.248	-7.685.834	-	-9.438.082
Amortissements de créances (*)	-644.521	-1.492.739	-	-2.137.260
Ecarts de change	-	-88.176	-	-88.176
Situation au 31 décembre 2012	25.428.061	52.253.356	1.317.399	78.998.816
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	15.659.136	52.253.356	1.317.399	69.229.891
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	9.768.925	-	-	9.768.925
Total	25.428.061	52.253.356	1.317.399	78.998.816
Situation au 1 ^{er} janvier 2013	25.428.061	52.253.356	1.317.399	78.998.816
Reclassement	1.314.519	-	-1.314.519	-
Dotations	7.452.884	40.169.742	-	47.622.626
Reprises	-7.650.761	-8.157.956	-2.880	-15.811.598
Amortissements de créances (*)	-1.609.516	-2.573.054	-	-4.182.571
Ecarts de change	-	-194.738	-	-194.738
Situation au 31 décembre 2013	24.935.186	81.497.349	-	106.432.536
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	13.209.372	81.497.349	-	94.706.722
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	11.725.814	-	-	11.725.814
Total	24.935.186	81.497.349	-	106.432.536

(*) L'amortissement de créances représente le montant définitivement abandonné par le Groupe sur des créances dépréciées.

Encours des prêts ayant généré des dépréciations : 367.229.536 EUR au 31 décembre 2013, contre 218.138.126 EUR un an plus tôt.

Les corrections de valeur couvrent le montant principal et les intérêts. Le stock de dépréciations de 106,4 millions EUR au 31 décembre 2013 fait abstraction d'une dépréciation spécifique de 28,4 millions EUR liée à l'intégration dans les comptes consolidés d'un sinistre sur trois banques islandaises, dédommagé via l'Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg en 2008/2009. Au 31 décembre 2012, cette provision s'élevait à 29,2 millions EUR.

4.10 Immobilisations corporelles à usage propre

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	Total
Situation au 1^{er} janvier 2013	242.996.078	53.608.850	296.604.928
Entrée	3.064.149	9.270.117	12.334.266
Sortie	-	-8.059.618	-8.059.618
Situation au 31 décembre 2013	246.060.227	54.819.349	300.879.576

Amortissements cumulés			
Situation au 1^{er} janvier 2013	89.495.152	29.638.140	119.133.292
Ajustement	-	-169.214	-169.214
Reprises	-	-8.059.618	-8.059.618
Dotations	7.701.079	7.264.730	14.965.809
Situation au 31 décembre 2013	97.196.231	28.674.038	125.870.269

Valeur comptable nette			
Situation au 1^{er} janvier 2013	153.500.926	23.970.710	177.471.637
Situation au 31 décembre 2013	148.863.996	26.145.311	175.009.307

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	Total
Situation au 1er janvier 2012	238.358.405	55.419.302	293.777.707
Entrée	5.203.748	10.681.099	15.884.847
Sortie	-566.075	-12.491.551	-13.057.626
Situation au 31 décembre 2012	242.996.078	53.608.850	296.604.928

Amortissements cumulés			
Situation au 1er janvier 2012	84.818.003	33.311.354	118.129.357
Reprises	-759.975	-11.927.415	-12.687.390
Dotations	5.437.124	8.254.201	13.691.325
Situation au 31 décembre 2012	89.495.152	29.638.140	119.133.292

Valeur comptable nette			
Situation au 1^{er} janvier 2012	153.540.402	22.107.948	175.648.351
Situation au 31 décembre 2012	153.500.926	23.970.710	177.471.637

4.11 Immobilisations incorporelles

Situation au 1er janvier 2013	39.226.622
Entrée	9.402.191
Sortie	-14.748.435
Situation au 31 décembre 2013	33.880.378

Amortissements cumulés	
Situation au 1er janvier 2013	26.982.391
Reprises	-14.748.435
Dotations	9.387.330
Situation au 31 décembre 2013	21.621.286

Valeur comptable nette	
Situation au 1er janvier 2013	12.244.231
Situation au 31 décembre 2013	12.259.092

Situation au 1er janvier 2012	36.360.225
Entrée	13.426.760
Sortie	-10.560.363
Situation au 31 décembre 2012	39.226.622

Amortissements cumulés	
Situation au 1er janvier 2012	23.868.032
Reprises	-9.961.181
Dotations	13.075.540
Situation au 31 décembre 2012	26.982.391

Valeur comptable nette	
Situation au 1er janvier 2012	12.492.193
Situation au 31 décembre 2012	12.244.231

La dotation à l'amortissement en relation avec les immobilisations incorporelles est enregistrée sous la rubrique du compte de résultat « corrections de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles ».

4.12 Immobilisations corporelles de placement

Situation au 1er janvier 2013	29.646.909
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	357.984
Sortie	
Situation au 31 décembre 2013	30.004.894

Amortissements cumulés	
Situation au 1er janvier 2013	12.290.836
Reprises	
Dotations	1.014.963
Situation au 31 décembre 2013	13.305.799

Valeur comptable nette	
Situation au 1er janvier 2013	17.356.074
Situation au 31 décembre 2013	16.699.095

Situation au 1er janvier 2012	29.841.278
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	485.138
Sortie	-679.507
Situation au 31 décembre 2012	29.646.909

Amortissements cumulés	
Situation au 1er janvier 2012	11.898.744
Reprises	-154.189
Dotations	546.281
Situation au 31 décembre 2012	12.290.836

Valeur comptable nette	
Situation au 1er janvier 2012	17.942.535
Situation au 31 décembre 2012	17.356.074

Les produits locatifs des immeubles de placement donnés en location s'élèvent à 2.553.221 EUR pour l'exercice 2013, contre 2.525.444 EUR un an plus tôt. Les frais d'entretien pour l'exercice 2013 en relation avec les immeubles de placement s'élèvent à 724.365 EUR contre 926.514 EUR un an plus tôt.

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 61.052.728 EUR fin d'exercice 2013, contre 60.064.309 EUR fin 2012.

L'estimation de cette juste valeur est réalisée par un expert en fonction des critères suivants :

- Localisation géographique des immeubles ,
- Etat général de l'immeuble ,
- Utilisation à des fins d'habitation ou de commerce ,
- Superficie de l'objet.

4.13 Autres actifs

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Débiteurs divers (1)	14.413.746	78.925.173
Autres valeurs à recevoir à court terme (2)	25.858.636	27.229.024
Autres	40.760.353	23.606.076
Total	81.032.735	129.760.273

(1) Principalement des opérations sur titres et coupons

(2) Principalement des opérations sur cartes de crédit et chèques.

4.14 Impôts : Actifs et passifs d'impôts

Alors que l'impôt courant constitue l'impôt exigible, les impôts différés correspondent aux flux d'impôts futurs auxquels l'entreprise pourrait être assujettie en raison du décalage entre la base comptable et la base fiscale.

Au 31 décembre 2013, le Groupe enregistre une dette d'impôts courants de 53.322.986 EUR.

En l'absence d'une nouvelle loi fiscale incorporant les normes IFRS, le Groupe calcule l'impôt exigible sur base de la variation de l'actif net des postes bilantaires évalués via le compte de résultat.

Au 31 décembre 2013, le Groupe enregistre un actif d'impôts différés de 59.832.877 EUR et un passif d'impôts différés de 166.703.384 EUR.

4.14.1 Actifs d'impôts

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Impôts différés	78.162.674	59.832.877
Actifs d'impôts	78.162.674	59.832.877

Ventilation des actifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Instruments de dettes - application de la juste valeur	35.251.672	16.854.780
Instrument de capitaux propres - application de la juste valeur	2.709.176	328.837
Fonds de pension - écart actuariel	40.201.826	42.649.260
Actifs d'impôts différés	78.162.674	59.832.877

4.14.2 Passifs d'impôts

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Impôts courants	84.227.576	53.322.986
<i>Impôt sur le revenu</i>	<i>65.000.773</i>	<i>34.247.001</i>
<i>Impôt commercial</i>	<i>19.226.803</i>	<i>19.075.985</i>
Impôts différés	141.593.928	166.703.384
Passifs d'impôts	225.821.504	220.026.370

Ventilation des passifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Instruments dérivés - application de la juste valeur	2.559.590	1.740.321
Instruments de dettes - application de la juste valeur	3.418.507	15.909.383
Instruments de capitaux propres - application de la juste valeur	13.779.460	19.895.290
Provisions prudentielles et autres provisions	121.836.371	129.158.390
Passifs d'impôts différés	141.593.928	166.703.384

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des mutations des impôts différés actifs et passifs, selon que la variation s'est opérée via les capitaux propres ou via le compte de résultat.

Rubriques	31/12/2012	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2013
Impôts différés actifs	78.162.674	-18.329.797	-	59.832.877
Impôts différés passifs	-141.593.928	-17.787.438	-7.322.019	-166.703.385
Impôts différés actifs / passifs nets	-63.431.254	-36.117.235	-7.322.019	-106.870.508

Rubriques	31/12/2011	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2012
Impôts différés actifs	164.912.281	-86.749.607	-	78.162.674
Impôts différés passifs	-121.576.650	-4.105.667	-15.911.611	-141.593.928
Impôts différés actifs / passifs nets	43.335.632	-90.855.274	-15.911.611	-63.431.254

4.15 Emissions de titres

Rubriques	31/12/2012			31/12/2013		
	≤ 1 an	> 1 an	total	≤ 1 an	> 1 an	total
Bons de caisse	562.136.380	398.492.299	960.628.679	384.279.286	355.133.869	739.413.154
Papier commercial	5.016.952.833	-	5.016.952.833	3.424.562.206	-	3.424.562.206
Medium Term Notes et autres émissions	645.272.501	763.076.593	1.408.349.094	404.303.269	609.547.443	1.013.850.711
Total	6.224.361.714	1.161.568.892	7.385.930.606	4.213.144.761	964.681.311	5.177.826.072

dont:

- Emissions subordonnées	44.072.054	176.481.514	220.553.568	20.014.845	155.250.955	175.265.801
--------------------------	------------	-------------	-------------	------------	-------------	-------------

Le Groupe a émis des EMTN pour un nominal de 451.349.585 EUR au cours de l'année 2013, contre 563.777.153 EUR au cours de l'année précédente.

Nouvelles émissions	2012	2013
avec échéance < 2 ans	499.136.013	259.067.219
avec échéance entre 2 ans et 5 ans	56.720.000	173.605.000
avec échéance au-delà de 5 ans	7.921.141	18.677.366
Total	563.777.153	451.349.585

dont:

- Emissions structurées (en valeur d'émission)	563.777.153	451.349.585
--	-------------	-------------

Les principales structures émises en 2013 sont de type « Interest linked ».

Emissions venues à échéance ou remboursées anticipativement pendant l'année 2013, respectivement 2012:

	2012	2013
Échéances / remboursements	689.760.039	785.997.788
Total	689.760.039	785.997.788

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)	22.675.878	40.134.853
- Emissions structurées (en valeur d'émission)	633.084.161	715.862.934

Au cours de l'exercice 2013, le Groupe a procédé au rachat d'émissions propres pour une valeur de 4.200.000 EUR (40.728.936 EUR au cours de l'exercice 2012).

Détail au 31 décembre 2013 des emprunts subordonnés

DESCRIPTION	Taux	Devise d'émission	Nominal émis EUR	Partie assimilée EUR	Partie non-assimilée EUR
Emprunt 1999-2014	0,557	EUR	20.000.000	4.000.000	16.000.000
Emprunt 2000-2015	0,597	EUR	23.800.000	9.520.000	14.280.000
Emprunt 2001-2016	2,700	EUR	25.000.000	15.000.000	10.000.000
Emprunt 2000-2020	0,587	EUR	8.600.000	8.600.000	-
Emprunt 2001-2021	0,690	EUR	11.000.000	11.000.000	-
Emprunt 2001-2021	0,690	EUR	30.000.000	30.000.000	-
Emprunt 2002-2022	0,718	EUR	50.000.000	50.000.000	-
Total			168.400.000	128.120.000	40.280.000

La charge d'intérêts sur les émissions subordonnées s'élève à 2.933.795 EUR au 31 décembre 2013, contre 6.389.168 EUR au 31 décembre 2012.

4.16 Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2012			31/12/2013		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
Dépôts interbancaires	3.641.689.626	-	3.641.689.626	4.516.937.079	111.504.395	4.628.441.475
Mise en pension	144.504.308	-	144.504.308	735.650.617	17.074.705	752.725.322
Total	3.786.193.934	-	3.786.193.934	5.252.587.697	128.579.100	5.381.166.797

4.17 Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public

Rubriques	31/12/2012			31/12/2013		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
Clientèle privée	20.287.380.102	831.729.260	21.119.109.362	20.524.827.544	737.260.913	21.262.088.457
- Comptes à vue et à préavis	5.336.188.072	-	5.336.188.072	5.716.437.442	-	5.716.437.442
- Comptes à terme	4.764.704.768	831.729.260	5.596.434.028	4.095.344.657	735.514.603	4.830.859.260
- Epargne	10.186.160.658	-	10.186.160.658	10.479.413.186	-	10.479.413.186
- Mise en pension	326.604	-	326.604	233.632.259	1.746.310	235.378.569
Secteur public	3.354.262.671	172.999	3.354.435.671	3.811.722.273	144.232	3.811.866.505
Total	23.641.642.773	831.902.259	24.473.545.033	24.336.549.817	737.405.145	25.073.954.962

4.18 Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies

Principales estimations utilisées dans la détermination des engagements de pension :

Variables	31/12/2012	31/12/2013
Taux d'actualisation pour les personnes actives	3,30%	3,20%
Taux d'actualisation pour les rentiers	2,60%	2,80%
Croissance des salaires (y inclus indexation)	3,50%	3,50%
Croissance des rentes (y inclus indexation)	2,50%	2,50%
Rendement induit	3,00%	2,86%

Le rendement induit de 2,86% en 2013 correspond à la moyenne pondérée des taux d'actualisation pour les personnes actives et pour les rentiers tels que fixés à la fin de l'exercice 2012.

Dotation nette au fonds de pension renseignée à la rubrique « frais du personnel » au compte de résultat :

Composants	31/12/2012	31/12/2013
Coût des services rendus	4.037.204	6.077.693
Coût financier	12.681.920	11.809.214
Rendement induit	-9.155.646	-9.284.271
Total	7.563.478	8.602.636

Engagements de pension:

	2012	2013
Situation au 1^{er} janvier des engagements	322.387.504	412.582.715
Coût des services rendus	4.037.204	6.077.693
Coût financier	12.681.920	11.809.214
Prestations payées	-10.985.642	-11.378.391
Ecart actuariel	84.461.729	1.032.428
Situation au 31 décembre des engagements	412.582.715	420.123.658

En ce qui concerne les rentes des agents fonctionnaires, la Banque ne comptabilise les paiements qu'au moment du remboursement à l'Etat qui, dans un premier temps, prend directement en charge le paiement des rentes de ces agents. Ainsi, les « prestations payées » de 11.378.391 EUR incluent les remboursements à l'Etat des rentes des fonctionnaires relatives à l'exercice 2012.

Analyse de sensibilité des engagements de pension :

Impact de la variation des hypothèses actuarielles sur l'engagement de pension au 31/12/2013	diminution	augmentation
Variation du taux moyen actuariel (-/+ 50 bps)	39.565.325	-34.554.007
Variation du taux de croissance des salaires (-/+ 50 bps)	-38.450.058	52.015.885
Variation du taux de croissance des rentes (-/+ 50 bps)	-27.879.271	30.979.911
Variation des tables de mortalités (-/+ 5 ans)	64.324.753	-61.856.144
Effet cumulé:	37.560.749	-13.414.355

Actifs du plan de pension:

	2012	2013
Situation au 1^{er} janvier des actifs	305.188.189	324.367.897
Païement de pensions	-10.985.642	-11.378.391
Contribution	8.553.500	13.644.811
Rendement induit	9.155.646	9.284.271
Ecart d'évaluation	12.456.205	-7.343.458
Situation au 31 décembre des actifs	324.367.897	328.575.131

En 2013, en sus de la contribution annuelle de 9.244.811 EUR, la Banque a réalisé une contribution exceptionnelle de 4.400.000 EUR. Cette contribution correspond à la différence entre l'actif net du fonds au 31 décembre 2012 et l'engagement du fonds de pension actualisé à 4,50% à cette même date.

Investissements du plan de pension :

2013	Etablissements de crédits	Secteur public	Corporate	Total
Valeurs mobilières à revenu fixe	162.281.736	57.109.407	69.497.692	288.888.834
Valeurs mobilières à revenu variable	-	-	24.205.040	24.205.040
Autres actifs (essentiellement dépôts)	15.481.257	-	-	15.481.257
Total	177.762.992	57.109.407	93.702.732	328.575.132

2012	Etablissements de crédits	Secteur public	Corporate	Total
Valeurs mobilières à revenu fixe	180.013.984	33.796.330	73.091.215	286.901.529
Valeurs mobilières à revenu variable	-	-	17.523.991	17.523.991
Autres actifs (essentiellement dépôts)	19.942.380	-	-	19.942.380
Total	199.956.364	33.796.330	90.615.206	324.367.900

Engagements nets de pension:

	2011	2012	2013
Engagements de pension	322.387.504	412.582.715	420.123.658
Juste valeur des actifs du plan	-305.188.190	-324.367.897	-328.575.131
Engagements non financés	17.199.314	88.214.818	91.548.527

Stock des écarts actuariels:

Stock au 1^{er} janvier 2012	1.354.438
variation nette 2012	72.005.524
Stock au 31 décembre 2012	73.359.962
Stock au 1 ^{er} janvier 2013	73.359.962
variation nette 2013	8.375.886
Stock au 31 décembre 2013	81.735.848

Au titre de l'exercice 2014, la contribution annuelle estimée de la Banque au fonds de pension sera de 9.646.755 EUR.

4.19 Provisions

Mouvements de l'exercice :

	31/12/2012	31/12/2013
Situation au 1^{er} janvier	4.813.364	4.200.369
Dotations	2.763.151	3.089.419
Reprises	-3.372.346	-1.229.036
Utilisation	-3.800	-115.194
Situation au 31 décembre	4.200.369	5.945.558

4.20 Autres passifs

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Valeurs à payer à court terme (1)	23.538.582	38.688.690
Créanciers privilégiés ou garantis	36.970.089	30.836.222
Total	60.508.671	69.524.912

(1) Les valeurs à payer à court terme représentent principalement des montants à régler par le Groupe dans sa qualité de prestataire de services en relation avec les chèques, coupons, titres, virements, etc.

4.21 Transactions avec les parties liées

Les parties liées de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, sont les entités étatiques et les principaux dirigeants du Groupe.

L'ensemble des transactions conclues avec les parties liées le sont à des conditions de marché.

4.21.1 Entités étatiques

La Banque, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi organique du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Par ce fait, l'État luxembourgeois exerce un contrôle sur le Groupe qui doit dès lors se conformer aux dispositions de la norme IAS 24.

Ainsi, le Groupe publie les informations suivantes concernant ses relations commerciales avec l'État ainsi qu'avec les autres entités étatiques.

en euros	31/12/2012	31/12/2013
ACTIFS (principalement prêts évalués au coût amorti)	2.923.758.176	3.226.805.251

en euros	31/12/2012	31/12/2013
PASSIFS (dépôts évalués au coût amorti)	2.553.816.816	3.132.054.651

4.21.2 Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations allouées aux différents organes de la maison mère du Groupe se ventilent de la façon suivante:

	31/12/2012	31/12/2013
Organe d'administration (9 administrateurs)	108.100	119.150
Organe de direction (5 directeurs)	948.705	973.170
Total	1.056.805	1.092.320

Les membres de l'organe de direction bénéficient des avantages liés au plan de pension à prestations définies au même titre que les agents de la maison mère du Groupe.

4.21.3 Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction du Groupe

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la maison mère du Groupe se présentent comme suit:

	31/12/2012	31/12/2013
Organe d'administration (9 administrateurs)	3.663.189	3.548.233
Organe de direction (5 directeurs)	1.404.837	1.410.427
Total	5.068.026	4.958.660

4.22 Honoraires du réviseur d'entreprises agréé

	2012	2013
Contrôle légal des comptes annuels	480.000	492.950
Autres services d'assurance	70.925	128.450
Services fiscaux	-	4.000
Autres	57.787	328.716
Total	608.712	954.116

4.23 Eléments de hors-bilan**Nature des garanties émises**

Rubriques	2012	2013
Garanties d'achèvement	329.532.103	297.549.929
Lettre de crédit	45.471.770	43.591.979
Contre-garanties	367.457.509	362.810.650
Crédits documentaires	21.133.731	17.301.900
Autres	20.073.373	6.968.486
Total	783.668.485	728.222.944

Engagements

Rubriques	31/12/2012	31/12/2013
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	3.083.482	2.833.482
Crédits confirmés non utilisés	3.490.670.921	4.525.438.555
Autres	14.591.815	21.369.615
Total	3.508.346.218	4.549.641.652

Gestion d'actifs de tiers

Le Groupe assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

5 NOTES AU COMPTE DE RESULTAT ²
(en euros)**5.1 Résultat d'intérêts**

Intérêts perçus et produits assimilés	2012	2013
Avoirs à vue	3.002.957	1.703.877
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	51.671.125	39.003.947
Actifs financiers disponibles à la vente	267.896.775	242.355.750
Créances évaluées au coût amorti - Instruments de dettes	38.520.108	19.914.378
Créances évaluées au coût amorti - Prêts et créances	419.974.472	379.818.489
Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	134.696.748	113.914.479
Dérivés - Comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	183.482.727	128.305.817
Autres actifs	854.215	909.771
Total	1.100.099.126	925.926.508
Intérêts payés et charges assimilées	2012	2013
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-19.107.711	-18.699.342
Passifs évalués au coût amorti - Dépôts	-179.913.833	-105.060.450
Passifs évalués au coût amorti - Dettes représentées par un titre	-28.304.407	-28.653.859
Passifs évalués au coût amorti - Emprunts subordonnés	-4.362.000	-1.824.739
Dérivés - Comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	-428.047.193	-380.205.362
Autres passifs	-1.025.450	-1.231.053
Total	-660.760.594	-535.674.805
Résultat d'intérêts	439.338.533	390.251.703
Total des intérêts perçus et produits assimilés qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1.048.428.002	886.922.561
Total des intérêts payés et charges assimilées qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-641.652.883	-516.975.463

5.2 Revenus de valeurs mobilières

Rubriques	2012	2013
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	20	-
Actifs financiers disponibles à la vente	32.597.436	43.079.434
Revenus de valeurs mobilières	32.597.456	43.079.434

² D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes consolidés et ceux des différents états consolidés représentent uniquement des différences d'arrondis

5.3 Commissions

Rubriques	2012	2013
Activités de crédit	29.011.053	30.053.733
Fonction de gestion	18.275.058	21.648.133
Activités liées aux fonds d'investissement	27.196.067	27.282.945
Comptes à vue et activités annexes	19.206.586	20.367.692
Primes d'assurances	3.830.491	3.833.936
Autres	6.860.182	8.007.325
Commissions perçues et payées	104.379.435	111.193.764

5.4 Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat

Rubriques	2012	2013
Instruments financiers disponibles à la vente	7.399.982	951.790
Prêts et avances évalués au coût amorti	265.344	161.175
Passifs financiers évalués au coût amorti	69.162	74.620
Total	7.734.488	1.187.585

Les montants de cette catégorie renseignés pour 2013 ne relèvent pas d'événements particuliers, contrairement à l'exercice 2012 où les variations constatées provenaient surtout de la rubrique des instruments financiers disponibles à la vente suite à diverses opérations de vente partielle de valeurs mobilières à revenu fixe.

5.5 Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction

Rubriques	2012	2013
Instruments de capital et instruments financiers dérivés associés	3.182.935	2.392.476
Instruments de change et instruments financiers dérivés associés	-3.527.571	-1.335.906
Instruments de taux d'intérêt et instruments financiers dérivés associés	-33.063.022	47.211.413
Dérivés de crédit	1.083.025	168.149
Matières premières et instruments financiers dérivés associés	1.215.883	1.505.201
Total	-31.108.750	49.941.333

La variation significative de cette catégorie de revenus trouve son origine essentiellement dans la désignation, début juillet 2013, de la macro-couverture de juste valeur des prêts à taux fixe par des swaps d'intérêts ainsi que dans la fluctuation des courbes de taux utilisées pour le calcul de juste valeur.

5.6 Résultat net sur opérations de couverture

Rubriques	2012	2013
Couverture de juste valeur		
Titres de dette à l'actif couverts par des instruments dérivés	-2.294.413	1.176.165
Emissions au passif couvertes par des instruments dérivés	222.453	143.913
Prêts couverts par des instruments dérivés	-2.310.232	-3.180.680
Dépôts couverts par des instruments dérivés	-855.539	-
Total	-5.237.731	-1.860.601
Résultat d'évaluation sur les instruments couverts	208.955.069	-64.772.546
Résultat d'évaluation sur les instruments de couverture	-214.192.800	62.911.945
Total	-5.237.731	-1.860.601

Les opérations de couverture des risques de marché sont hautement efficaces. Les prêts couverts par des instruments dérivés le sont sous forme d'opérations de micro-couverture ou de macro-couverture, conformément à la norme IAS 39.

5.7 Autres résultats nets d'exploitation

Rubriques	2012	2013
Autres produits d'exploitation	6.420.002	11.855.311
Autres charges d'exploitation	-598.161	-3.423.535
Autres résultats nets d'exploitation	5.821.841	8.431.776

Les postes « Autres produits et charges d'exploitation » comprennent principalement :

- les loyers des immeubles donnés en location et diverses avances des locataires,
- les remboursements de TVA suite aux décomptes d'exercices antérieurs,
- les rentrées sur créances amorties.

5.8 Frais du personnel

Rubriques	2012	2013
Rémunérations	148.553.634	152.233.580
Charges sociales	9.162.579	8.849.938
Pensions et dépenses similaires	11.721.857	12.061.893
Dotation au fonds de pension	7.563.478	8.602.636
Autres frais de personnel	3.999.219	4.329.380
Total	181.000.767	186.077.427

5.9 Autres frais généraux administratifs

Rubriques	2012	2013
Frais en relation avec les immeubles et le mobilier	18.406.843	19.800.354
Loyers et maintenance des applications informatiques	16.105.856	17.388.751
Dépenses opérationnelles liées à l'activité bancaire	22.649.514	22.079.734
Autres	13.536.335	13.447.417
Total	70.698.548	72.716.256

5.10 Corrections de valeur sur immobilisations corporelles**- Amortissements**

Rubriques	2012	2013
Amortissements - constructions	5.437.126	7.701.079
Amortissements - matériel et mobilier	8.237.605	7.264.730
Amortissements sur immobilisations corporelles	13.674.731	14.965.809

- Dépréciations

En 2012 et en 2013, le Groupe n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations corporelles selon la norme IAS 36.

5.11 Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles**- Amortissements**

Rubriques	2012	2013
Amortissements	13.075.541	9.387.330
Amortissements sur immobilisations incorporelles	13.075.541	9.387.330

- Dépréciations

En 2012 et 2013, le Groupe n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations incorporelles selon la norme IAS 36.

5.12 Corrections de valeur sur immeubles de placement**- Amortissements**

Rubriques	2012	2013
Amortissements	546.282	1.014.963
Amortissements sur immobilisations corporelles - placement	546.282	1.014.963

- Dépréciations

En 2012 et 2013, le Groupe n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immeubles de placement selon la norme IAS 36.

5.13 Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs**- Dépréciations sur base collective**

Dépréciations sur base collective	2012			2013		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts et créances	-2.531.788	43.428	-2.488.360	-2.088.940	132.051	-1.956.889
	-2.531.788	43.428	-2.488.360	-2.088.940	132.051	-1.956.889

- Dépréciations sur base individuelle

Dépréciations sur base individuelle	2012			2013		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-18.964.232	15.029.761	-3.934.471	-13.790.113	7.533.737	-6.256.376
Prêts et créances	-28.944.315	11.688.465	-17.255.850	-45.533.686	15.681.308	-29.852.379
	-47.908.547	26.718.226	-21.190.321	-59.323.799	23.215.045	-36.108.755

	2012	2013
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente dépréciés	6.987.336	617.284
Intérêts sur prêts et créances dépréciés	1.052.795	9.925.897
Total	8.040.131	10.543.181

5.14 Dotations aux/Reprises de provisions

Rubriques	2012	2013
Dotations aux provisions	-2.763.151	-3.089.419
Reprises de provisions	3.372.346	2.028.741
Dotations nettes	609.195	-1.060.678

5.15 Charge d'impôt

Rubriques	2012	2013
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	27.786.720	61.502.501
Impôt différé	15.911.611	7.322.019
Impôt sur le résultat de l'exercice	43.698.331	68.824.520

Le taux normal d'imposition applicable au Luxembourg était de 29,22% au 31 décembre 2013 et de 28,80% au 31 décembre 2012. Le taux d'imposition effectif du Groupe était de 22,36% en 2013, respectivement de 16,03% une année plus tôt, vu la divergence entre la base fiscale luxembourgeoise et la base comptable des comptes consolidés sous IFRS.

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

	2012	2013
Résultat net avant impôts	272.599.250	307.788.275
Taux de taxation	28,80%	29,22%
Impôt théorique au taux normal	78.508.584	89.935.734
Impact fiscal des dépenses non déductibles	1.801.467	760.669
Impact fiscal des revenus non imposables	-11.445.449	-12.241.299
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-3.342.640	-6.265.613
Bonifications d'impôts et abattements	-18.976.628	-5.982.626
Reprise/supplément d'impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	-3.748.948	157.775
Autres	901.946	2.459.879
Impôt sur le résultat de l'exercice	43.698.331	68.824.520

A l'instar de l'exercice 2012, le Groupe a su profiter d'un abattement pour investissement mobilier au titre de l'exercice 2013 déduit à la ligne « Bonification d'impôts et abattements ».

6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS³

6.1 Règles générales de gestion des risques financiers

Traditionnellement, le Groupe a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, le Groupe a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

6.1.1 Rôle du Conseil d'Administration

La maison mère du Groupe a mis en place le processus interne « Internal Capital Adequacy Assessment Process » (ICAAP), dans lequel elle identifie de manière exhaustive l'ensemble des risques auxquels elle peut être confrontée. Pour chaque risque identifié, la maison mère estime la matérialité et la probabilité d'occurrence et établit une appréciation sur les moyens en place pour la gestion du risque identifié.

Ce rapport, établi sur base annuelle, est soumis pour approbation au Conseil d'Administration de la maison mère du Groupe et ensuite transmis à la CSSF.

6.1.2 Rôle du Comité de direction

La Direction de la maison mère fixe les objectifs des entités commerciales, la nature des opérations à réaliser et les limites y relatives ainsi que les règles d'organisation et de contrôle interne.

6.1.3 Responsabilité du département « Risk Management »

D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département « Risk Management » (Analyse des risques), qui forme une unité indépendante de toute activité commerciale, et qui est responsable :

- de la mise en place d'un cadre cohérent pour l'analyse des risques financiers, ainsi que l'analyse proprement dite et le suivi permanent de ces risques,

³ D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes consolidés et ceux des différents états consolidés représentent uniquement des différences d'arrondis.

- de l'approbation ou du rejet des demandes provenant des entités commerciales, et la soumission des dossiers au Comité de direction pour les opérations dont le volume dépasse un seuil fixé par le Comité de direction,
- du contrôle du respect des limites (crédit, marché, négoce) à l'intérieur desquelles les entités commerciales doivent opérer.

Le département est composé de deux entités qui sont les services :

- Analyse et Suivi Risque : le service « Analyse et Suivi Risque » (ASR) est chargé de l'analyse et du suivi du risque de crédit, que ce soit au niveau de l'exposition individuelle ou au niveau des différents portefeuilles du Groupe.
- Risk Control : le service « Risk Control » est l'entité qui est chargée de la supervision des activités de la salle des marchés. La description des tâches inclut l'administration et le paramétrage des systèmes utilisés, la modélisation, l'évaluation des risques et le suivi des limites définies ainsi que le reporting interne des résultats réalisés par la salle des marchés. Le service « Risk Control » est rattaché au département « Risk Management » et rapporte directement au Comité de direction de la maison-mère.

6.1.4 Compliance

Le risque de « compliance », appelé aussi risque de non-conformité, désigne de manière générale le risque de préjudices découlant du fait que les activités ne sont pas exercées conformément aux normes en vigueur.

Le risque de « compliance » est pris en charge par le service « Compliance », qui assure notamment :

- le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil visant à détecter des transactions suspectes,
- de manière générale, le respect de la conformité avec l'environnement réglementaire au niveau de la Banque, avec délégation de certains éléments à d'autres services dont l'« Audit interne »,
- le suivi des réclamations de clients.

6.1.5 Audit Interne

La fonction « Risk Management » fait l'objet de missions régulières et récurrentes par le service « Audit Interne ». Lors de ces missions, l'« Audit Interne » contrôle à la fois l'adéquation des procédures et leur application par le département « Risk Management ».

6.1.6 Les systèmes de mesure et de contrôle des limites**6.1.6.1 *Risque de marché***

Le risque de marché désigne le risque de perte de valeur économique d'instruments détenus par le Groupe, provoquée par l'évolution défavorable de paramètres de marché.

Dans le cadre de l'évaluation et du suivi du risque de marché, la Banque applique un ensemble de méthodes qui sont :

- le calcul permanent de l'indicateur « Basis Point Value (BPV) » pour les positions à risque de taux détenues pour la salle des marchés. La BPV est une méthode simple et efficace qui permet de quantifier le risque de marché résultant de faibles variations de taux pour les positions détenues. Les « traders » sont tenus d'opérer en permanence dans le cadre des limites de BPV arrêtées par le Comité de direction de la maison-mère. Le respect de ces limites est surveillé par le service « Risk Control »,
- la « Value-at-risk (VaR) », pour les positions du « trading book » et du « banking book », afin d'évaluer les montants à risques liés aux positions détenues. Les montants à risque font l'objet de limites arrêtées par le Comité de direction de la maison-mère et supervisés par le service « Risk Control ». La VaR constitue une évolution par rapport à des indicateurs plus simples de type BPV, parce qu'elle permet à la fois :
 - d'intégrer les corrélations dans l'évolution des facteurs de risque entre les positions détenues,
 - d'exprimer la perte potentielle par un seul montant, qui peut être mis en relation avec les fonds propres de la Banque,
 - de quantifier la probabilité d'occurrence de cette perte,

6.1.6.2 Risque de crédit

Un suivi permanent de la qualité de l'ensemble des débiteurs est mis en place au sein du département « Risk Management ».

La qualité de crédit des engagements de type « retail » est suivie sur base de notations internes qui incluent une analyse comportementale. Les dossiers de type « wholesale » disposent également de notations internes, qui découlent de modèles de type « expert ». Très souvent, ces engagements disposent par ailleurs de notations externes. L'analyse de l'écart entre les notations internes et externes fait partie du suivi.

Le Comité de direction de la maison-mère est informé de manière continue et selon les besoins par le département « Risk Management » sur l'évolution de la qualité des débiteurs. L'évolution de la qualité des débiteurs pour l'ensemble des portefeuilles fait par ailleurs l'objet d'une analyse trimestrielle détaillée de la part du département « Risk Management » à l'attention du Comité de direction de la maison-mère.

Les positions détenues au niveau de la salle des marchés font l'objet d'un suivi permanent et en temps réel du respect des limites de crédit accordées par le Comité de direction de la maison-mère.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de superviser le risque de concentration.

6.1.6.3 Risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés

La Banque a négocié des contrats-cadres « International Swaps and Derivatives Association Inc. » (ISDA) comprenant des annexes « Credit Support Annex » (CSA) en vue de limiter le risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés lorsque celles-ci présentent une évaluation « mark-to-market » positive. Fin 2013, la majeure partie des opérations sur instruments dérivés s'inscrivait dans le cadre de tels accords.

6.1.6.4 Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement. Les besoins de financement à court terme dans les principales devises font l'objet de limites spécifiques.

En 2013, la Banque a réalisé les stress-tests trimestriels prévus par la circulaire CSSF 09/403 qui ont démontré qu'elle serait capable, par le biais des actifs liquides qu'elle détient, de faire face à une situation inattendue de retraits massifs de fonds sur une durée prolongée.

Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement « Euro Commercial Paper » (ECP), « US Commercial Paper » (USCP) et « Euro Medium Term Notes » (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché de la mise en pension de titres.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque vise à disposer en permanence d'un portefeuille d'un minimum de 3 à 4 milliards EUR en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL. En date du 31 décembre 2013, le montant de ce portefeuille était de 4,003 milliards EUR. Fin 2013, le volume du portefeuille d'actifs éligibles au refinancement auprès de la BCL ou mobilisable dans le marché interbancaire dépassait 10 milliards EUR.

La circulaire CSSF 07/301 mentionne explicitement au § II.1. « Identification des risques » le risque de titrisation dont un établissement de crédit est soit sponsor, soit initiateur. La titrisation est une technique utilisable dans la gestion de liquidité puisqu'elle permet à une banque de sortir des éléments de l'actif du bilan afin de se procurer des fonds. La BCEE n'a pas participé, ni en tant qu'initiateur, ni en tant que sponsor à une telle opération et il n'est pas prévu qu'elle y participe à l'avenir.

Depuis 2009, la Banque est membre indirect du système de règlement des transactions de change CLS⁴. Ne sont pas opérés via CLS les flux en date de transaction des opérations de type overnight. Pour ces opérations, le dénouement des flux initiaux, c'est-à-dire qui ont lieu à la date de transaction,

⁴ Continuous-Linked Settlement

se fait de manière classique via les banques correspondantes. Les flux en date de maturité pour ces transactions sont en principe dénoués via CLS.

La participation au système CLS élimine largement le risque de contrepartie (« settlement risk») lié aux opérations de change par le principe du « Payment-versus-Payment ». De même, le système CLS réduit le risque de liquidité de la Banque par l'application d'un « netting » entre transactions, ce qui entraîne une diminution considérable des volumes transférés pour les transactions en question.

6.2 Exposition au risque de crédit

6.2.1 Objectifs et gestion du risque de crédit

Chaque engagement de la Banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable par le service « Analyse et Suivi Risque » (ASR).

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, dont les encours sont renseignés sous la rubrique bilantaire « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle », la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la maison-mère. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie. La méthodologie de Bâle II permet à la Banque d'effectuer un suivi continu de l'évolution du risque de crédit des portefeuilles.

Au cours de l'exercice 2013, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de crédit.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit », « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe » où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs

de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité des dirigeants et la notation externe. En 2013, la Banque a poursuivi sa politique prudente d'investissement. Celle-ci s'est traduite notamment:

- par une forte proportion d'investissements en titres de type « covered bonds », qui présentent une sécurité d'investissement accrue par rapport à des obligations de type « senior unsecured »,
- par une concentration des investissements en éléments de dette bénéficiant par ailleurs de garanties, notamment de la part de l'Union européenne ou de certains de ses pays-membres.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe », la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour tous les pays dans lesquels la Banque est présente. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA, qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors-bilan.

Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.

6.2.2 Risque de crédit et de concentration

Afin d'éviter tout risque de concentration, c'est-à-dire le risque découlant d'expositions trop importantes vis-à-vis d'un débiteur, d'un groupe de débiteurs, d'un secteur économique ou d'un pays, la Banque s'est dotée de procédures visant à assurer une gestion efficace des limites accordées. Ce

risque de concentration peut être mesuré soit d'un point de vue des engagements, soit d'un point de vue des ressources de la Banque. Dans ce dernier cas, le risque de concentration présente une corrélation avec le risque de liquidité.

La Banque effectue une revue des différents types de limites influant sur les composantes du risque de concentration au moins une fois par semestre.

La Banque a ainsi investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et aux différents types de financement.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de contenir le risque de concentration.

De manière générale, les engagements sont concentrés sur des notations élevées (AAA, AA et A), de façon à limiter l'exposition au risque et à la volatilité. Les segments plus risqués du marché sont systématiquement écartés.

Exposition maximale au risque de crédit	31/12/2012	31/12/2013
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.291.679.360	585.014.333
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.094.564.634	7.227.843.403
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	16.716.489.554	17.003.930.051
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	85.646.698	79.976.734
Instruments dérivés de couverture	67.139.194	132.425.965
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	8.443.341.261	9.286.093.904
Titres détenus jusqu'à échéance	5.315.888.143	4.785.557.990
Exposition des engagements de bilan	39.014.748.844	39.100.842.380
Garanties d'achèvement	329.532.103	297.549.929
Lettres de crédit	45.471.770	43.591.979
Contre-garanties	367.457.509	362.810.650
Crédits documentaires	21.133.731	17.301.900
Autres	20.073.373	6.968.486
Crédits confirmés non utilisés	3.490.670.921	4.525.438.555
Exposition des engagements de hors bilan	4.274.339.406	5.253.661.498
Total exposition	43.289.088.250	44.354.503.878

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit qui sont :

- les garanties réelles (« collaterals »)

Décomposition par nature des collatéraux	2012	2013
Hypothèques	10.112.632.300	10.769.404.737
Opérations de prise en pension	3.510.732.430	3.809.158.458
Nantissement par des dépôts en espèces respectivement par des dépôts de titres	574.591.963	109.528.136

- les garanties personnelles : elles s'élèvent à 59.106.802 EUR fin 2013 contre 140.544.946 EUR un an plus tôt
- les contrats « ISDA – CSA »
- les contrats « Global Master Repurchase Agreement » (GMRA).

Actifs financiers faisant l'objet d'une convention cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire:

31/12/2013	Actifs financiers faisant l'objet d'une compensation			Potentiel de compensation non enregistré au bilan		Actifs financiers après prise en compte du potentiel de compensation
	Actifs financiers avant compensation bilantaire	Compensation bilantaire avec passifs financiers	Actifs financiers enregistrés au bilan	Passifs financiers	Collatéraux reçus	
Prise en pension	-745.585.203	-	-745.585.203	1.848.482	742.484.103	-1.252.618
Instruments dérivés	-980.504.262	-	-980.504.262	114.131.615	792.813.016	-73.559.631
Total actif	-1.726.089.466	-	-1.726.089.466	115.980.097	1.535.297.120	-74.812.249

31/12/2012	Actifs financiers faisant l'objet d'une compensation			Potentiel de compensation non enregistré au bilan		Actifs financiers après prise en compte du potentiel de compensation
	Actifs financiers avant compensation bilantaire	Compensation bilantaire avec passifs financiers	Actifs financiers enregistrés au bilan	Passifs financiers	Collatéraux reçus	
Prise en pension	-1.739.366.399	-	-1.739.366.399	135.174.027	1.587.874.072	-16.318.301
Instruments dérivés	-1.114.293.278	-	-1.114.293.278	100.515.636	688.945.805	-324.831.837
Total actif	-2.853.659.677	-	-2.853.659.677	235.689.663	2.276.819.877	-341.150.138

Passifs financiers faisant l'objet d'une convention cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire

31/12/2013	Passifs financiers faisant l'objet d'une compensation			Potentiel de compensation non enregistré au bilan		Passifs financiers après prise en compte du potentiel de compensation
	Passifs financiers avant compensation bilantaire	Compensation bilantaire avec actifs financiers	Passifs financiers enregistrés au bilan	Actifs financiers	Collatéraux donnés	
Mise en pension	486.247.770	-	486.247.770	-	-473.935.845	12.311.925
Instruments dérivés	77.397.377	-	77.397.377	-31.673.473	-17.719.657	28.004.246
Total passif	563.645.147	-	563.645.147	-31.673.473	-491.655.502	40.316.171

31/12/2012	Passifs financiers faisant l'objet d'une compensation			Potentiel de compensation non enregistré au bilan		Passifs financiers après prise en compte du potentiel de compensation
	Passifs financiers avant compensation bilantaire	Compensation bilantaire avec actifs financiers	Passifs financiers enregistrés au bilan	Actifs financiers	Collatéraux donnés	
Mise en pension	9.656.886	-	9.656.886	-	-9.508.278	148.608
Instruments dérivés	45.215.505	-	45.215.505	-12.003.619	24.415.000	57.626.886
Total passif	54.872.391	-	54.872.391	-12.003.619	14.906.722	57.775.494

6.2.3 Risque souverain inclus dans les différents portefeuilles

L'endettement des Etats reste un sujet d'actualité et de suivi accru par les marchés financiers. La Banque publie ses encours sur les Etats souverains suivants, membres de la zone euro, au 31 décembre 2013:

Nominal par pays et par année d'échéance:

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2042	Total
Espagne	-	-	-	-	-	65.000.000	-	65.000.000
Grèce	-	-	-	-	-	-	409.500	409.500
Italie	154.150.526	131.878.805	305.000.000	250.000.000	90.000.000	25.000.000	-	956.029.330
Portugal	65.000.000	100.000.000	-	-	-	25.000.000	-	190.000.000
Total	219.150.526	231.878.805	305.000.000	250.000.000	90.000.000	115.000.000	409.500	1.211.438.830

Valeur comptable par classe d'actifs:

Pays	31/12/2012			31/12/2013		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	164.714.148	5.006.276	169.720.424	64.224.247	5.010.701	69.234.947
Grèce	10.773	-	10.773	24.150	-	24.150
Italie	993.242.824	-	993.242.824	1.048.251.786	-	1.048.251.786
Portugal	174.049.966	15.110.850	189.160.816	178.128.716	15.113.392	193.242.107
Total	1.332.017.711	20.117.126	1.352.134.837	1.290.628.898	20.124.092	1.310.752.991

Juste valeur par classe d'actifs:

Pays	31/12/2012			31/12/2013		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	164.714.148	4.908.500	169.622.648	64.224.247	5.365.746	69.589.992
Grèce	10.773	-	10.773	24.150	-	24.150
Italie	993.242.824	-	993.242.824	1.048.251.786	-	1.048.251.786
Portugal	174.049.966	15.097.275	189.147.241	178.128.716	15.302.222	193.430.938
Total	1.332.017.711	20.005.775	1.352.023.486	1.290.628.898	20.667.968	1.311.296.866

La Banque n'a pas d'exposition sur la dette souveraine irlandaise et chypriote.

6.2.4 Analyse du risque de crédit sur actifs financiers

Le Groupe détermine l'exposition au risque de crédit des actifs financiers comme étant la valeur comptable en application des normes IFRS.

Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 « Financial instruments : Disclosures », les expositions au risque de crédit au 31 décembre 2013 sont présentées en fonction des notations internes.

Dans la partie « Tableaux quantitatifs des expositions et des concentrations », l'exposition au risque de crédit est renseignée à la valeur comptable avant collatéralisation. L'application d'un taux de collatéralisation constitue une technique de réduction du risque de l'actif sous-jacent.

Le risque de crédit est présenté en fonction des expositions suivantes :

- zone géographique,
- catégorie de contrepartie,
- classe de risque (« notations internes »).

Tableaux renseignant l'exposition par zone géographique :

Zone géographique au 31.12.2013 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	579.961	987	3.410	575	-	82	585.014
Prêts et avances au coût amorti	23.755.140	36.771	391.044	43.889	21	4.908	24.231.773
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	200.033	129	923	11.147	-	171	212.403
Titres disponibles à la vente	8.075.916	149.661	918.264	723.007	666.367	32.413	10.565.628
Titres détenus jusqu'à échéance	4.117.296	121.707	262.415	36.918	247.222	-	4.785.558
Autres	333.677	-	51	-	-	-	333.728
Total	37.062.023	309.255	1.576.107	815.536	913.610	37.574	40.714.104

Zone géographique au 31.12.2012 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.289.280	24	2.066	278	-	31	1.291.679
Prêts et avances au coût amorti	23.488.074	108.469	36.955	172.522	6	5.029	23.811.054
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	144.214	40	4.855	3.580	-	97	152.786
Titres disponibles à la vente	7.880.405	57.031	697.020	657.037	341.805	569	9.633.865
Titres détenus jusqu'à échéance	4.793.431	2.105	262.543	98.330	159.480	-	5.315.888
Autres	288.038	-	67	-	-	-	288.105
Total	37.883.442	167.668	1.003.504	931.746	501.291	5.726	40.493.378

Tableaux renseignant l'exposition par catégorie de contrepartie et par classe de risque :

Se référer à la page suivante

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2013

	2012			2013		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Caisse et avoirs auprès des banques centrales						
High grade	896.441.592	896.441.592	-	585.014.333	585.014.333	-
Standard grade	395.237.768	395.237.768	99,73%	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		1.291.679.360			585.014.333	
Prêts et avances au coût amorti						
Banques						
High grade	5.399.689.250	5.399.689.250	23,40%	5.079.609.324	5.079.609.324	38,72%
Standard grade	1.658.242.897	1.658.242.897	54,59%	2.112.676.173	2.112.676.173	51,92%
Sub-standard grade	3.751.697	3.751.697	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	566.107	49.917	-	562.477	48.048	-
Not rated	224.295	224.295	-	729.554	729.554	-
Corporates						
High grade	1.720.765.795	1.720.765.795	54,77%	1.886.468.899	1.886.468.899	29,03%
Standard grade	1.729.494.656	1.729.494.656	71,11%	1.630.618.941	1.630.618.941	60,88%
Sub-standard grade	750.383.373	750.383.373	40,11%	625.489.298	625.489.298	42,69%
Past due but not impaired	4.247.821	4.247.821	-	12.969.907	12.969.907	-
Impaired	96.569.317	44.315.959	55,92%	254.053.101	172.555.749	91,32%
Not rated	279.450.405	279.450.405	50,97%	60.433.003	60.433.003	70,71%
Souverains						
High grade	2.171.461.815	2.171.461.815	0,03%	2.040.554.268	2.040.554.268	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	4.420.549	4.420.549	-	4.167.453	4.167.453	-
Impaired	2.065.640	748.241	-	-	-	-
Not rated	8.544	8.544	-	7.254	7.254	-
Retail						
High grade	4.736.494.221	4.736.494.221	88,29%	7.244.469.526	7.244.469.526	91,42%
Standard grade	4.561.110.371	4.561.110.371	93,95%	1.765.814.068	1.765.814.068	91,75%
Sub-standard grade	610.302.883	610.302.883	91,77%	1.473.441.959	1.473.441.959	91,31%
Past due but not impaired	4.426.694	4.426.694	-	8.608.889	8.608.889	-
Impaired	138.631.135	122.972.000	86,05%	113.240.983	100.031.612	84,48%
Not rated	8.492.803	8.492.803	15,95%	13.079.529	13.079.529	21,02%
Total Rubriques		23.811.054.185			24.231.773.454	

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2013

	2012			2013		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture						
Banques						
High grade	85.942.824	85.942.824	-	103.321.850	103.321.850	0,42%
Standard grade	37.927.179	37.927.179	39,88%	46.703.468	46.703.468	54,18%
Sub-standard grade	-	-	-	200.439	200.439	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	26.363	26.363	-
Corporates						
High grade	265.450	265.450	-	396.709	396.709	-
Standard grade	22.285.066	22.285.066	-	49.316.691	49.316.691	-
Sub-standard grade	2.089.349	2.089.349	-	593.861	593.861	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	348.661	348.661	-	-	-	-
Not rated	2.027.161	2.027.161	-	11.326.674	11.326.674	-
Souverains						
High grade	1.750.547	1.750.547	-	3.311	3.311	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	1.347	1.347	-	1.347	1.347	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Retail						
High grade	132.914	132.914	-	115.461	115.461	-
Standard grade	15.390	15.390	-	26.770	26.770	-
Sub-standard grade	-	-	-	296.054	296.054	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	73.701	73.701	-
Total Rubriques		152.785.888			212.402.699	

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2013

	2012			2013		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Titres disponibles à la vente						
Banques						
High grade	3.466.841.875	3.466.841.875	-	3.547.538.878	3.547.538.878	-
Standard grade	801.395.634	801.395.634	-	770.481.808	770.481.808	-
Sub-standard grade	32.392.240	32.392.240	-	45.526.650	45.526.650	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	12.513.695	1.313.695	-	17.515.964	3.816.080	-
Not rated	-	-	-	5.314.973	5.314.973	-
Corporates						
High grade	679.224.024	679.224.024	-	1.239.021.746	1.239.021.746	-
Standard grade	2.030.600.544	2.030.600.544	-	1.993.016.177	1.993.016.177	-
Sub-standard grade	26.909.536	26.909.536	-	63.967.243	63.967.243	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	12.048.222	200.534	-	12.994.650	1.161.890	-
Not rated	134.419.846	134.419.846	-	146.217.961	146.217.961	-
Souverains						
High grade	621.155.310	621.155.310	-	1.044.962.899	1.044.962.899	-
Standard grade	1.221.442.256	1.221.442.256	-	1.176.497.443	1.176.497.443	-
Sub-standard grade	192.459.551	192.459.551	-	192.741.537	192.741.537	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Titrisation						
High grade	255.267.996	255.267.996	-	179.262.752	179.262.752	-
Standard grade	133.759.649	133.759.649	-	104.633.009	104.633.009	-
Sub-standard grade	65.502.957	65.502.957	-	3.645.534	3.645.534	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	9.838.599	-34.335.941	-	94.101.073	47.478.062	-
Not rated	5.000.803	5.000.803	-	-	-	-
Autres						
High grade	314.859	314.859	-	343.412	343.412	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		9.633.865.370			10.565.628.053	

	2012			2013		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Titres détenus jusqu'à échéance						
Banques						
High grade	2.833.671.371	2.833.671.371	-	2.501.975.695	2.501.975.695	-
Standard grade	1.044.284.308	1.044.284.308	-	799.259.673	799.259.673	-
Sub-standard grade	41.137.055	41.137.055	-	87.824.134	87.824.134	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	665.757.835	665.757.835	-	781.763.635	781.763.635	-
Standard grade	320.682.756	320.682.756	-	282.291.161	282.291.161	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Souverains						
High grade	390.237.695	390.237.695	-	312.319.599	312.319.599	-
Standard grade	5.006.276	5.006.276	-	5.010.701	5.010.701	-
Sub-standard grade	15.110.850	15.110.850	-	15.113.392	15.113.392	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		5.315.888.145			4.785.557.990	
Actifs non financiers (*)	288.104.677	288.104.677	-	333.727.765	333.727.765	-
Total Rubriques		288.104.677			333.727.765	
Total		40.493.377.632			40.714.104.295	

(*) La rubrique « Actifs non financiers » représente les rubriques « Immobilisations corporelles à usage propre », « Immobilisations corporelles de placement », « Immobilisations incorporelles » et « Autres actifs ».

Le Groupe renseigne sous la rubrique « Prêts et avances au coût amorti », clientèles « Retail » et « Corporates » à la ligne « Past due but not impaired », les coûts amortis dont l'échéance contractuelle de paiement est dépassée de 1 à 90 jours. Au-delà de cette limite, une dépréciation est actée, si la Banque l'estime opportune en accord avec sa politique comptable décrite à la partie 3. A la rubrique « Titres disponibles à la vente », le Groupe ne connaît pas de catégorie « Past due but not impaired » mais utilise les « indications objectives de dépréciation » pour déterminer les corrections de valeurs individuelles à acter.

L'indication du taux de collatéralisation moyen traduit le degré de couverture moyen des encours par des garanties réelles.

Une indication par rubrique concernant la dépréciation est fournie par les colonnes « encours hors impairment » et « encours avec impairment ».

Banques, Corporates et Souverains :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade	: de AAA à A ⁺
Standard grade	: de A à BBB ⁻
Sub-Standard grade	: de BB ⁺ à BB ⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (notation interne) est inférieure ou égale à la notation B⁺.

Titrisations :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade	: de AAA à A ⁺
Standard grade	: de A à BBB ⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (notation interne) est inférieure ou égale au rating BB⁺.

6.3 Risque de marché

6.3.1 Détermination des expositions au risque

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

6.3.2 Objectifs et gestion des risques

La gestion de la liquidité « court terme », c'est-à-dire jusqu'à six mois, et du risque de taux jusqu'à deux ans est effectué par le desk « Money Market » (la trésorerie) du service FIM (« Financial Markets »).

Les risques de transformation et de liquidité structurels à long terme sont pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de Départements.

Tous les composants du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de l'ALM et de la trésorerie en instruments du bilan et du hors-bilan sont centralisés en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenus dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Ce dernier est informé régulièrement par le service "Risk Control", unité indépendante de la salle des marchés, du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Au cours de l'année 2013, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de marché.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant un modèle de « Value at Risk » (VaR). Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives. Le tableau ci-dessous renseigne les différents paramètres clés en millions d'euros:

Périmètre	VaR journalière moyenne en 2013	VaR journalière maximale en 2013	Limite VaR pour le périmètre en question en 2013
ALM	5,97	8,27	12,50
Trésorerie	0,31	0,72	2,50
Trading	0,08	0,33	Pas de limite

Périmètre	VaR journalière moyenne en 2012	VaR journalière maximale en 2012	Limite VaR pour le périmètre en question en 2012
ALM	6,26	7,40	12,50
Trésorerie	0,53	0,88	3,00
Trading	0,10	0,50	Pas de limite

En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».

6.3.3 Analyse de la juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente la comparaison par rubrique des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers du Groupe renseignées dans les comptes consolidés.

Rubriques au 31/12/2013	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	585.014.333	585.014.333	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.227.843.403	7.227.843.403	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	17.003.930.051	18.362.410.568	1.358.480.517
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	79.976.734	79.976.734	-
Instruments dérivés de couverture	132.425.965	132.425.965	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	9.286.093.904	9.286.093.904	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	1.002.400.913	1.002.400.913	-
Titres détenus jusqu'à échéance	4.785.557.990	4.875.647.226	90.089.236
TOTAL	40.103.243.293	41.551.813.046	1.448.569.753
Passifs financiers			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	5.381.166.797	5.381.166.797	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	25.073.954.961	25.111.880.533	37.925.572
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	230.835.090	230.835.090	-
Instruments dérivés de couverture	798.822.107	798.822.107	-
Emission de titres	5.177.826.072	5.177.826.072	-
TOTAL	36.662.605.027	36.700.530.599	37.925.572
Rubriques au 31/12/2012	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.291.679.360	1.291.679.360	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.094.564.634	7.094.564.634	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	16.716.489.554	18.158.090.651	1.441.601.097
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	85.646.698	85.646.698	-
Instruments dérivés de couverture	67.139.194	67.139.194	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	8.443.341.261	8.443.341.261	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	910.278.050	910.278.050	-
Titres détenus jusqu'à échéance	5.315.888.143	5.432.318.760	116.430.617
TOTAL	39.925.026.894	41.483.058.608	1.558.031.714
Passifs financiers			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.786.193.933	3.786.193.933	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	24.473.545.033	24.324.629.518	-148.915.515
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	324.581.083	324.581.083	-
Instruments dérivés de couverture	822.908.804	822.908.804	-
Emission de titres	7.385.930.607	7.385.930.607	-
TOTAL	36.793.159.460	36.644.243.945	-148.915.515

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les comptes consolidés est déterminée suivant les méthodes et estimations exposées ci-après.

Actifs et passifs évalués au coût amorti au bilan et ayant une juste valeur proche de la valeur comptable

En ce qui concerne les actifs et les passifs financiers dont la date de maturité est inférieure ou égale à 6 mois, le Groupe estime que leur juste valeur est très proche de la valeur comptable. La politique prudente du Groupe et la proximité de l'échéance rendent le risque de crédit non matériel. La faible duration résiduelle rend par ailleurs le risque de taux négligeable.

De même, les actifs systématiquement collatéralisés ont une juste valeur très proche de la valeur comptable, le risque de crédit étant couvert. Il s'agit pour l'essentiel des opérations de « repo », prêts sécurisés et crédits d'équipement.

Actifs financiers évalués au coût amorti au bilan et dont la juste valeur est différente de la valeur comptable

Les actifs et passifs financiers envers la clientèle ainsi que les valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance sont renseignés au coût amorti au bilan.

Pour les besoins du calcul de la juste valeur, le Groupe distingue instrument coté sur un marché et instrument traité de gré à gré.

Dans le cas des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des titres détenus jusqu'à échéance, il s'agit d'obligations étatiques, respectivement supranationales, pour lesquelles on trouve des cotations sur un marché actif.

En ce qui concerne les actifs et passifs financiers envers la clientèle, le Groupe calcule la juste valeur par la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted cash flow ») en se basant :

- a. sur des données de risque de crédit telles que la classe de risque à laquelle appartient le client, la probabilité de défaut ainsi que la perte en cas de défaut. Ces critères ont été établis à partir d'observations historiques de défauts réalisés et permettent de déterminer des primes de risque de crédit (« credit spreads ») par classe de risque, par échéance et par type d'instrument financier,
- b. sur une courbe de taux de référence.

Hiérarchisation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur

Le Groupe utilise pour la détermination des justes valeurs des techniques d'évaluations basées sur des données de marchés observables et non observables :

- les données observables reflètent les variations de marché obtenues de sources indépendantes et reflétant des transactions réelles (p.ex. un taux swap de 3 ans) ;
- les données non observables reflètent les estimations et les hypothèses internes relatives aux variations de marché adoptées par la Banque, comme par exemple une estimation de l'échéancier de remboursement d'un titre « Mortgaged-backed Securities » (MBS).

Suivant la nature des données observables et non observables, une hiérarchisation des justes valeurs a été mise en place :

- Juste valeur de niveau 1 : essentiellement des cotations issues de marchés actifs d'instruments financiers identiques. Ce niveau renseigne des titres de participations et des instruments de dettes cotés sur des bourses, ainsi que des instruments dérivés échangés sur des marchés organisés.
- Juste valeur de niveau 2 : données entrantes, autres que des cotations du niveau 1, directement observables pour les instruments financiers, tel un prix, ou indirectement observables, c-à-d. déduites de prix observables, telle la volatilité implicite d'une action déduite du prix observé de contrats d'option sur cette même action. Ce niveau comprend la majeure partie des instruments dérivés échangés de gré à gré et des instruments de dettes structurés émis. A l'origine de ces données entrantes, comme par exemple les courbes de taux « EURIBOR » ou les « spreads » de crédit, se trouvent des fournisseurs spécialisés dans le domaine des informations financières.
- Juste valeur de niveau 3 : les données en entrée des modèles de détermination de la juste valeur de niveau 3 sont principalement des données qui ne sont pas directement observables sur un marché. Ce niveau comprend certains instruments de capitaux propres ou de titres de dette pour lesquels la plupart des paramètres utilisés dans les modèles d'évaluation sont basés sur des estimations et hypothèses internes.

Pour déterminer cette hiérarchisation, le Groupe a passé en revue l'ensemble des instruments financiers évalués à la juste valeur, afin d'évaluer l'importance des données observables, soit directement, soit indirectement sur les marchés.

Parmi les données de marché observables figurent :

- courbes de « credit spreads » déterminées à partir des prix des contrats « Credit default swaps » (CDS),
- taux d'intérêts interbancaires ou taux swap,
- cours de change des devises,
- indices boursiers,
- « credit spreads » des différentes contreparties.

En accord avec le chapitre 3.2.3. sur les actifs disponibles à la vente, l'année 2012 a été ajustée en conséquence.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur :

Rubriques au 31 décembre 2013	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	624.213	-	-	624.213
- Instruments de capitaux propres	16.495	-	-	16.495
- Instruments dérivés	-	79.336.025	-	79.336.025
Prêts et avances désignés à la juste valeur	-	1.777.080.241	-	1.777.080.241
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	6.411.828.242	2.758.830.179	115.435.483	9.286.093.904
- Instruments de capitaux propres	865.955.813	-	136.445.100	1.002.400.913
Instruments dérivés de couverture	-	132.425.780	185	132.425.965
TOTAL	7.278.424.763	4.747.672.226	251.880.768	12.277.977.757
Passifs financiers				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	13.304	-	-	13.304
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	230.821.786	-	230.821.786
Emission de titres	-	860.166.276	6.750.642	866.916.918
Instruments dérivés de couverture	-	798.822.107	-	798.822.107
TOTAL	13.304	1.889.810.169	6.750.642	1.896.574.115

Rubriques au 31 décembre 2012	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	2.618.237	-	-	2.618.237
- Instruments de capitaux propres	186.718	-	-	186.718
- Instruments dérivés	-	82.841.740	-	82.841.740
Prêts et avances désignés à la juste valeur	-	1.728.866.691	-	1.728.866.691
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	6.221.483.900	2.047.752.419	174.104.938	8.443.341.257
- Instruments de capitaux propres	775.270.236	-	135.007.815	910.278.051
Instruments dérivés de couverture	195.007	66.944.187	-	67.139.194
TOTAL	6.999.754.098	3.926.405.037	309.112.753	11.235.271.887
Passifs financiers				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.212	-	-	5.212
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	324.575.871	-	324.575.871
Emission de titres	-	1.212.810.645	-	1.212.810.645
Instruments dérivés de couverture	413.391.215	409.517.590	-	822.908.805
TOTAL	413.396.427	1.946.904.105	-	2.360.300.532

Les variations entre les différents niveaux des actifs financiers du tableau ci-dessus s'expliquent principalement par une augmentation de la valeur comptable suite à la reprise continue des marchés financiers au cours de l'année 2013. La comparaison de la répartition des actifs financiers à travers les différents niveaux fin 2013 et fin 2012 ne révèle pas d'évolution significative: 59,3% des actifs financiers sont classés au niveau 1 (contre 62,3% en 2012), 38,7% au niveau 2 (contre 34,9% en 2012) et 2,1% au niveau 3 (contre 2,8% en 2012).

La Banque a eu recours à des modèles d'évaluation se basant sur des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 2 et à des modèles d'évaluation se basant sur des estimations et des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 3. Pour les instruments de dettes du type « Asset backed securities» (ABS) et « Mortgaged backed securities» (MBS), les sorties les plus importantes des niveaux 2 et 3 ont été enregistrées suite au remboursement des titres ainsi qu'à des marchés redevenus actifs. Pour les instruments de capitaux propres, les variations du niveau 3 sont principalement induites par la variation de juste valeur de ces instruments financiers.

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2013

Détails du niveau 3 :

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emission de titres	Instruments dérivés de couverture	
Total au 1^{er} janvier 2013	174.104.938	135.007.815	-	309.112.753	-	-	-
Total gains / pertes	2.714.181	-278.350	185	2.436.016	642	-	642
- <i>Compte de résultat</i>	-5.977.381	-	185	-5.977.196	642	-	642
- <i>Réserve de réévaluation</i>	8.691.562	-278.350	-	8.413.212	-	-	-
Achats	-	250.000	-	250.000	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	6.750.000	-	6.750.000
Remboursements/ventes	-92.556.047	-903.779	-	-93.459.825	-	-	-
Transferts de ou vers le niveau 3	31.172.411	2.369.414	-	33.541.825	-	-	-
Total au 31 décembre 2013	115.435.483	136.445.100	185	251.880.768	6.750.642	-	6.750.642
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2013	-5.977.381	-	185	-5.977.196	642	-	642

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emission de titres	Instruments dérivés de couverture	
Total au 1^{er} janvier 2012	294.316.893	38.819.667	2.102.553	335.239.113	77.406.051	234.702	77.640.753
Total gains / pertes	37.032.270	53.608.040	-2.102.553	88.537.757	16.053	-234.702	-218.649
- <i>Compte de résultat</i>	-7.638.186	948.525	-2.102.553	-8.792.214	16.053	-234.702	-218.649
- <i>Réserve de réévaluation</i>	44.670.456	52.659.515	-	97.329.971	-	-	-
Achats	20.632.844	-	-	20.632.844	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements/ventes	-62.646.946	-1.122.694	-	-63.769.640	-65.438.880	-	-65.438.880
Transferts de ou vers le niveau 3	-115.230.123	43.702.801	-	-71.527.322	-11.983.223	-	-11.983.223
Total au 31 décembre 2012	174.104.938	135.007.815	-	309.112.752	-	-	-
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2012	-7.638.186	948.525	-2.102.553	-8.792.214	16.053	-234.702	-218.649

La Banque effectue des « stress tests » pour les différentes classes d'instruments financiers, sans pour autant y procéder de façon dédiée pour les instruments classés au niveau 3. Les « stress tests » font l'objet d'un reporting mensuel à la Direction de la Banque. Une analyse de sensibilité sur les hypothèses retenues pour les évaluations des instruments financiers classés au niveau 3 dégagerait un impact relatif significatif sur la juste valeur des instruments y renseignés, qui, cependant, ne représentent que 2,1% du volume total des actifs financiers. A noter que, le volume total des passifs financiers évalués à la juste valeur niveau 3 est de 0,4% en 2013 contre 0% en 2012.

Au vu de cette fraction faible dans le volume total des actifs financiers et considérant qu'il n'est pas judicieux de faire varier de manière linéaire les hypothèses pour des instruments à caractéristiques hétérogènes, la Banque n'a pas procédé à une telle analyse spécifique de sensibilité pour les instruments classés au niveau 3.

6.3.4 Analyse du risque de change : Positions nettes en devises

Au 31/12/2013	USD	GBP	ZAR	SEK	Autres	Total
Position nette au bilan	36.428.996	-10.636.396	-10.439.952	-2.328.879	1.517.972	14.541.741

Au 31/12/2012	USD	GBP	ZAR	CAD	AUD	NZD	Autres	Total
Position nette au bilan	36.122.114	-13.350.051	-13.734.815	3.664.439	2.921.923	-2.797.758	-3.190.859	9.634.993

Seules les devises dont la contrevaletur de la position de change nette est supérieure à 2 millions d'euros en valeur absolue ont été renseignées séparément.

6.4 Risque de liquidité**6.4.1 Échéanciers du passif**

Tableaux renseignant les passifs du bilan en fonction de la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des passifs suivant les données de l'échéancier contractuel :

Les comptes courants et les comptes d'épargne sont considérés comme échéant à vue.

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2013
Emissions de titres	3.031.279.288	1.195.483.703	4.226.762.992	748.551.984	233.538.912	982.090.897	5.208.853.888
Dépôts évalués au coût amorti -							
Etablissements de crédit	5.201.416.857	76.048.548	5.277.465.405	55.385.920	72.023.258	127.409.178	5.404.874.583
Clientèle et secteur public	22.418.145.697	1.969.579.951	24.387.725.647	717.146.991	872.722	718.019.713	25.105.745.361
Total	30.650.841.842	3.241.112.201	33.891.954.044	1.521.084.895	306.434.893	1.827.519.788	35.719.473.832

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2012
Emissions de titres	4.010.418.881	2.251.333.274	6.261.752.155	859.099.606	360.396.092	1.219.495.698	7.481.247.853
Dépôts évalués au coût amorti -							
Etablissements de crédit	3.763.329.291	23.200.678	3.786.529.969	-	-	-	3.786.529.969
Clientèle et secteur public	21.737.506.049	1.917.085.900	23.654.591.948	858.941.612	717.457	859.659.069	24.514.251.017
Total	29.511.254.221	4.191.619.852	33.702.874.072	1.718.041.218	361.113.549	2.079.154.767	35.782.028.839

Tableau renseignant les dépôts de la clientèle et du secteur public en fonction des échéances « attendues » déterminées dans le cadre de la politique ALM :

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2013
Dépôts évalués au coût amorti -							
Clientèle et secteur public	9.144.660.305	4.266.856.336	13.411.516.641	6.590.740.429	5.124.207.215	11.714.947.643	25.126.464.284

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2012
Dépôts évalués au coût amorti -							
Clientèle et secteur public	9.461.470.342	4.540.094.176	14.001.564.518	6.430.534.885	4.152.547.746	10.583.082.630	24.584.647.148

6.4.2 Echancier des instruments dérivés

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en brut

Etant donné que les durées résiduelles sont calculées à partir des données contractuelles, il n'a pas été tenu compte du caractère optionnel de certains contrats.

Les montants sont exprimés en contrevaletur EUR aux cours du 31 décembre 2013 et du 31 décembre 2012.

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2013
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	5.594.959.613	1.113.136.115	122.878.547	-	6.830.974.275
Sorties	-5.665.208.705	-1.134.104.712	-123.341.143	-	-6.922.654.560
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>CCIS</u>					
Entrées	45.261.583	435.373.125	783.988.277	94.837.923	1.359.460.908
Sorties	-45.024.931	-431.318.767	-777.590.158	-97.897.131	-1.351.830.987
Total des entrées	5.640.221.196	1.548.509.240	906.866.824	94.837.923	8.190.435.183
Total des sorties	-5.710.233.636	-1.565.423.479	-900.931.300	-97.897.131	-8.274.485.546

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2012
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	6.439.938.815	1.944.941.900	1.305.236	-	8.386.185.951
Sorties	-6.509.563.406	-1.949.846.077	-1.300.000	-	-8.460.709.483
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>CCIS</u>					
Entrées	32.744.769	818.225.163	440.621.914	116.639.867	1.408.231.713
Sorties	-36.606.395	-828.116.030	-468.659.016	-97.118.000	-1.430.499.442
Total des entrées	6.472.683.584	2.763.167.063	441.927.150	116.639.867	9.794.417.665
Total des sorties	-6.546.169.801	-2.777.962.107	-469.959.016	-97.118.000	-9.891.208.925

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en net :

Les passifs nets de flux de trésorerie provenant d'instruments dérivés dont le règlement se fait en net se présentent de la manière suivante :

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2013
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>IRS</u>	9.718.766	13.316.932	38.799.124	2.190.813	64.025.635
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>IRS</u>	72.497.681	131.312.154	490.873.730	290.057.141	984.740.705
Total des sorties	82.216.447	144.629.086	529.672.853	292.247.954	1.048.766.340

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2012
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>IRS</u>	11.264.938	20.793.048	100.351.847	102.294.303	234.704.136
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>IRS</u>	77.811.804	120.927.321	501.593.006	180.418.238	880.750.369
Total des sorties	89.076.742	141.720.369	601.944.853	282.712.542	1.115.454.504

6.5 Le capital économique

Le Groupe s'est engagé dans un processus de mesure économique du risque et de planification de l'allocation de ses ressources en fonds propres sur les différents métiers.

Ces réflexions et ces travaux ont été formalisés et transmis à la CSSF dans le cadre du rapport ICAAP. La circulaire modifiée CSSF 07/301 ICAAP « Internal Capital Adequacy Assessment Process » prévoit la mise en place d'« un ensemble de stratégies et de processus sains, efficaces et exhaustifs qui permettent aux établissements d'évaluer et de conserver en permanence le montant, le type et la répartition des fonds propres internes qu'ils jugent appropriés pour couvrir la nature et le niveau des risques auxquels ils sont ou pourraient être exposés ».

Le document ICAAP précise l'identification et les processus de gestion des différents risques auxquels est exposé le Groupe, que ce soient ceux repris par le pilier I des accords de Bâle II ou d'autres risques tels que le risque de liquidité, de rentabilité, etc.

Les méthodes de quantification économique des différents risques reposent sur des ajustements et des compléments aux méthodes réglementaires ainsi que sur la valorisation de risques non considérés par le pilier 1.

La politique des fonds propres du Groupe se décline à partir de la mission définie dans ses statuts : « contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise ». En conséquence, le Groupe a pour objectif de garder un levier modéré qui se traduit par un ratio de capitalisation cible élevé. En outre, les ressources en fonds propres sont prioritairement affectées aux activités sur le marché national.

6.5.1 **Politique des fonds propres**

6.5.1.1 *Détermination des fonds propres*

Le Groupe a pour mission de contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise tout en veillant à générer une rentabilité suffisante pour renforcer sa solidité financière.

Dans le cadre du modèle de capital économique du Groupe, la détermination des fonds propres se fait, par opposition aux fonds propres réglementaires, sur base d'une approche économique. Le principe de base retenu par le Groupe pour les fonds propres économiques est une approche très prudente qui consiste à considérer comme fonds propres économiques uniquement les fonds dont le Groupe peut

disposer immédiatement et sans restriction pour couvrir des pertes éventuelles, voire développer ses activités.

6.5.1.2 *Mise en œuvre de la politique en matière d'adéquation des fonds propres internes*

Pour mettre en œuvre sa politique d'adéquation des fonds propres internes, le Groupe adopte la démarche suivante :

- Développement d'un modèle d'évaluation interne des différents risques (risques du pilier I de Bâle II complétés par des risques non couverts par le pilier I) ;
- Détermination d'une marge de sécurité importante entre les fonds propres disponibles et la couverture du risque, se matérialisant par un ratio de capitalisation cible élevé. A noter que la Banque a respecté tout au long de l'année 2013 les exigences de fonds propres réglementaires prévues par le pilier 1 de Bâle II ;
- Répartition des fonds propres suivant l'organisation interne des métiers du Groupe et les prévisions de résultats ;
- Etablissement de prévisions sur l'exposition au risque par activité ;
- Calcul du montant prévisionnel des fonds propres nécessaires à la couverture des risques ;
- Lorsque le ratio minimum est atteint, allocation du capital excédentaire selon les orientations stratégiques du Groupe.

En ce qui concerne la gouvernance interne, le rapport ICAAP 2013 fut présenté au Conseil d'administration du Groupe qui a validé les orientations proposées. Conformément à la circulaire ICAAP, le Conseil d'administration sera informé au moins annuellement, voire plus souvent en cas de besoin ou d'évolution méthodologique majeure.

Capitaux propres, Fonds propres réglementaires et Ratio de solvabilité (en euros)	31/12/2012	31/12/2013
Total Capitaux Propres du bilan	3.399.635.486	3.719.665.742
./. impact consolidation	-398.106.709	-413.467.157
./. plus-values non réalisées sur valeurs mobilières à revenu variable (net d'impôts)	-843.353.127	-912.718.994
./. Réserves - Résultats non distribués	-198.151.065	-208.397.055
./. cash flow hedges	-6.200.130	-4.215.603
autres	-	2.290.046
Fonds Propres Réglementaires Tier 1 avant ajustements prudentiels	1.953.824.455	2.183.156.979
Déductions prudentielles	-108.426.724	-116.159.959
dont sur participations financières et assurances	-77.109.122	-78.193.279
dont sur titrisations	-17.029.597	-23.491.726
dont autres	-14.288.005	-14.474.955
Fonds Propres Réglementaires Tier 1	1.845.397.731	2.066.997.020
Fonds Propres Réglementaires Tier 2 avant ajustements prudentiels	1.049.295.017	1.112.618.583
dont plus-values non réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe (net d'impôts)	-	21.023.153
dont plus-values non réalisées sur valeurs mobilières à revenu variable (net d'impôts)	843.353.127	912.718.994
dont emprunts subordonnés éligibles	150.681.267	128.120.000
dont excès de provisions selon l'approche des notations internes	55.260.622	50.756.436
Déductions prudentielles	-96.182.493	-103.900.867
dont sur participations financières et assurances	-77.109.122	-78.193.279
dont sur titrisations	-17.029.597	-23.491.726
dont autres	-2.043.774	-2.215.863
Fonds Propres Réglementaires Tier 2	953.112.524	1.008.717.716
Fonds Propres Réglementaires totaux	2.798.510.254	3.075.714.735
Exigence de fonds propres totale	971.348.098	993.471.796
Ratios de solvabilité		
Ratio de solvabilité Tier 1	15,2%	16,6%
Ratio de solvabilité total	23,0%	24,8%

Les fonds propres réglementaires et les ratios de solvabilité s'applique à la maison mère du Groupe.

7 INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe fournit une information sectorielle basée sur son organisation interne et sur son système d'information financier interne (« management view ») conformément à la norme IFRS 8.

7.1 Secteur d'activités

Les activités du Groupe sont regroupées en segments significatifs ayant des caractéristiques de rentabilité et de risque homogènes. Les segments regroupent des ensembles cohérents de produits s'adressant à des clients et contreparties de même nature. Les métiers ainsi définis sont gérés de manière séparée et font l'objet d'organisations spécifiques dans l'organigramme du Groupe. Ils se présentent de la manière suivante :

- Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public : le métier reprend toutes les activités de dépôts, de crédit, de conseil et de nature transactionnelle liées à cette clientèle en dehors des affaires traitées directement par la salle des marchés. D'un point de vue organisationnel, ces activités relèvent des départements « Particuliers et Professionnels » et « Entreprises et Secteur public ».
- Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements : il s'agit des activités de Trésorerie, de « Trading » d'« Asset and Liability Management », de « Customer Desk » et administration et gestion d'organismes de placement collectif. D'un point de vue organisationnel, ces activités relèvent des départements « Banque des Marchés » et « Fonds d'Investissement ».
- Autres : sont reprises ici toutes les activités de « Back-office » et de support ainsi que les revenus sur participations non affectables à un métier et les coûts non attribuables à un métier sur une base raisonnable.

Les résultats des différentes activités incluent les transactions entre les différentes entités. Ces transactions sont valorisées à un prix se référant au marché pour les transactions de financement et de remplacement entre métiers. Les prestations de type « back-office » sont valorisées à un prix se référant au marché lorsque de tels prix sont disponibles.

L'écart entre la somme des chiffres des différents segments et les comptes consolidés globaux du Groupe provient des éléments suivants :

- Marge d'intérêts : l'écart entre la marge d'intérêts allouée sur les métiers et la marge totale provient de divergences de méthodes de valorisation des transactions internes entre la Banque des Marchés d'une part et les autres segments d'autre part.

De même, la marge d'intérêts commerciale inclut des revenus d'écarts de valeur valorisés selon une méthode favorisant la dynamique commerciale.

Une autre différence provient d'un mécanisme de valorisation conventionnel de la marge sur prêts à taux sociaux. Cette méthode est intégrée à la « management-view » et a pour objectif de ne pas pénaliser les points de vente distribuant ces produits.

En 2013, l'écart sur la marge se trouve en-dessous du seuil de matérialité défini par le Groupe.

- Commissions : la différence de réconciliation est constituée par la somme des commissions non directement attribuables à un métier. Le Groupe considère que le coût de développement pour l'attribution de ces flux à un métier excéderait le bénéfice d'obtention de cette information.
- Les actifs et les dettes sont valorisés selon les règles IFRS valables pour le reporting global.

Les créances et les dettes brutes à la clientèle du métier « Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public » sont reprises pour leur montant moyen annuel et non pour leur montant de fin d'année. Cette présentation correspond à la « management view ».

L'écart de réconciliation de l'actif et du passif provient de la prise en compte d'encours moyens vis-à-vis des encours fin de période, des actifs sur la clientèle non attribuables à un métier et des actifs non répartis sur les métiers (comptes transitoires, actifs et passifs fiscaux, comptes internes).

7.2 **Information géographique**

L'entière des opérations réalisées par le Groupe est exécutée à partir du Grand-Duché de Luxembourg.

7.3 **Information sur les produits et services**

Le Produit net bancaire (PNB) du Groupe se décompose entre ces produits principaux :

- Dépôts des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Prêts et Crédits des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Autres produits des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Autres produits.

Le PNB est valorisé en tenant compte des refacturations d'intérêts et de commissions entre métiers.

7.4 Information sur les clients importants

Aucun client ni aucun groupe de clients consolidé ne génère plus de 10% du PNB du Groupe.

Milliers d'euros 31/12/2013	Banque des Particuliers, Professionnels, Entreprises et du Secteur Public	Banque des marchés et des fonds d'investissements	Autres	Réconciliation	Total
Marge nette d'intérêts	233.841	119.919	38.857	-2.366	390.252
Revenus de valeurs mobilières	-	20.773	22.306	-	43.079
Commissions	38.980	17.183	55.031	-	111.194
<i>Commissions externes</i>	70.791	35.169	5.234	-	111.194
<i>Commissions internes</i>	-31.811	-17.986	49.797	-	-
Résultat sur instruments financiers et sur change	3.534	52.841	302	-	56.677
Produit Net Bancaire	276.356	210.716	116.496	-2.366	601.202
Autres produits et charges d'exploitation	-	-313	8.745	-	8.432
Produit Bancaire	276.356	210.403	125.241	-2.366	609.633
Frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	-159.830	-27.514	-96.818	-	-284.162
Corrections de Valeur et impairment nettes	-31.397	-6.323	-1.407	-	-39.126
Autres	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	85.129	176.566	27.016	-2.366	286.345
Impôt sur le résultat et impôts différés	-	-	-68.825	-	-68.825
Intérêts minoritaires/Résultat de MEE	-	-556	21.382	-	20.826
Résultat	85.129	176.010	-20.427	-2.366	238.346
Actifs	14.670.406	24.617.569	1.426.129	-	40.714.104
Passifs	20.873.703	16.909.644	2.933.123	-2.366	40.714.104

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2013

Milliers d'euros 31/12/2012	Banque des Particuliers, Professionnels, Entreprises et du Secteur Public	Banque des marchés et des fonds d'investissements	Autres	Réconciliation	Total
Marge nette d'intérêts	225.910	183.167	32.077	-1.815	439.339
Revenus de valeurs mobilières	-	12.503	20.094	-	32.597
Commissions	30.760	18.813	54.807	-	104.380
<i>Commissions externes</i>	<i>65.243</i>	<i>34.946</i>	<i>4.191</i>	-	<i>104.380</i>
<i>Commissions internes</i>	<i>-34.483</i>	<i>-16.133</i>	<i>50.616</i>	-	-
Résultat sur instruments financiers et sur change	3.362	-24.585	1.074	-	-20.150
Produit Net Bancaire	260.033	189.897	108.053	-1.816	556.167
Autres produits et charges d'exploitation	-	437	5.384	-	5.822
Produit Bancaire	260.033	190.335	113.437	-1.816	561.989
Frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	-158.108	-27.791	-93.096	-	-278.996
Corrections de Valeur et impairment nettes	-20.952	-5.591	3.474	-	-23.069
Autres	-	-	1.069	-	1.069
Résultat avant impôt	80.973	156.952	24.884	-1.816	260.993
Impôt sur le résultat et impôts différés	-	-	-43.698	-	-43.698
Intérêts minoritaires/Résultat de MEE	-	-1.161	11.366	-	10.205
Résultat	80.973	155.791	-7.447	-1.816	227.499
Actifs	14.107.857	25.110.954	1.274.567	-	40.493.378
Passifs	20.460.205	16.853.948	3.179.225	-	40.493.378

PNB	Milliers d'euros 31/12/2012	Milliers d'euros 31/12/2013
Dépôts des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	54.231	57.392
Prêts et crédits des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	151.462	158.849
Autres produits des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	54.340	60.115
Autres produits	296.134	327.212

ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, est régie par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique « le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi ».

La situation présentée ci-dessous correspond au 31 décembre 2013 :

CONSEIL D'ADMINISTRATION

<i>PRESIDENT</i>	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances
<i>VICE-PRESIDENT</i>	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle Financier, Ministère des Finances
<i>ADMINISTRATEURS</i>	M. Georges DENNEWALD	Représentant du Personnel
	M. Paul ENSCH	Directeur Général, Chambre des Métiers
	M. Manuel NICOLAS	Conseiller de direction 1 ^{re} classe, Ministère de l'Economie
	Mme Elisabeth MANNES-KIEFFER	Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	M. Nico RAMPONI	Représentant du Personnel
	Mme Betty SANDT	Conseiller de direction, Ministère des Finances
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller de Direction à la Chambre des Salariés e. r.

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Georges HEINRICH	Directeur du Trésor, Ministère des Finances
---------------------	---

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK Directeur Général

MEMBRES

M. Michel BIREL Directeur Général adjoint

M. Gilbert ERNST Directeur

M. Guy ROSSELJONG Directeur

Mme Françoise THOMA Directeur

REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

PricewaterhouseCoopers Société coopérative, Luxembourg

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 26 mars 2014.

Luxembourg, le 26 mars 2014

Pour le Conseil d'administration

Victor Rod
Président